

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/SE/W/5
23 octobre 2002

(02-5793)

Comité du commerce et du développement
Session spécifique

INFLUENCE DE LA TAILLE D'UN PAYS SUR SON ÉCONOMIE ET SON COMMERCE EXTÉRIEUR

Note du Secrétariat

1. À sa réunion du 1^{er} mars 2002, le Conseil général a chargé le Comité du commerce et du développement (CCD) d'établir un programme de travail sur les petites économies, qui serait exécuté dans le cadre de sessions spécifiques.¹ Il a aussi demandé au Secrétariat de l'OMC de fournir des renseignements et des analyses concernant notamment les contraintes auxquelles se heurtent les petites économies, ainsi que leurs carences institutionnelles et administratives, notamment dans le domaine des ressources humaines, et les effets de la libéralisation du commerce sur ces économies. Dans un document récent (WT/COMTD/SE/W/4), le Secrétariat a donné un aperçu de la littérature concernant les petites économies. Les Membres ont demandé qu'il fasse une analyse plus approfondie des variables pertinentes pour ces économies dans le cadre du système commercial multilatéral. La présente note, qui a été établie par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC, vise à répondre à certains aspects de ces demandes.

RÉSUMÉ

2. Un récent document du Secrétariat (document WT/COMTD/SE/W/4: "Les petites économies: littérature sur le sujet") donnait un aperçu de la littérature relative aux petites économies. Cet aperçu mettait en lumière un certain nombre de variables qui paraissent particulièrement importantes pour ces économies, telles que le coût du transport, l'ouverture au commerce extérieur, la diversification des exportations et la volatilité des recettes d'exportation.

3. Dans la présente note, nous étudierons de façon plus approfondie les variables clés recensées dans le document mentionné ci-dessus. Nous présentons et analysons les données pertinentes pour les Membres de l'OMC. Nous chercherons à préciser les relations entre les différentes variables et à évaluer leur pertinence pour le débat en cours dans le cadre des sessions spécifiques consacrées aux petites économies.

4. Par souci de clarté, nous avons principalement employé des outils d'analyse des données fondés sur des échantillons ou des moyennes. Il n'est donc pas exclu que le comportement de certaines économies s'écarte sensiblement de ce qui est prédit ici. Pour vérifier la validité des résultats obtenus, nous les avons comparés, lorsque c'était possible, avec les résultats d'études économétriques plus détaillées décrites dans la littérature récente.

5. Les principales conclusions de la présente note peuvent être résumées comme suit:

¹ Document WT/L/447.

Mesure de la taille économique

- Différentes variables ont été proposées pour mesurer la "taille économique": population, superficie terrestre, PIB et part du commerce mondial. On peut considérer que la population et la superficie terrestre donnent une indication de la dotation de facteurs d'une économie. Le PIB est souvent employé comme indicateur de la taille du marché, puisqu'il reflète la demande intérieure.
- L'analyse faite dans la présente note montre que les variables population, PIB et superficie sont étroitement liées entre elles. Il n'est donc pas déraisonnable de postuler que chacune de ces trois variables est liée de façon similaire à d'autres variables économiques analysées ici. Afin d'éviter de refaire l'analyse pour chacune des trois variables, nous avons retenu une seule variable considérée comme représentative. En accord avec l'approche adoptée dans la plupart des études que nous avons consultées, nous employons la population comme indicateur de la taille d'une économie tout au long de la présente note, sauf indication contraire. Toutefois, nous ne définissons pas de seuil en dessous duquel une économie serait considérée comme "petite".
- Selon une étude récente (Davenport, 2001), il conviendrait d'employer la part du commerce mondial comme indicateur de la taille économique pour l'analyse des questions intéressant l'OMC. La corrélation entre cette variable et la population est assez faible, mais sa corrélation avec le PIB est très forte. Nous avons donc inclus dans l'analyse faite ici la part du commerce mondial (plus exactement la part du commerce des Membres de l'OMC) comme indicateur distinct de la taille d'une économie, car elle est directement pertinente pour le débat en cours.

Compétitivité des petites économies: coût du transport et économies d'échelle

- La taille d'une économie peut limiter sa capacité d'exportation de produits pour lesquels il y a d'importantes économies d'échelle. On peut considérer que cela est une des contraintes qui empêchent les petites économies de diversifier leurs exportations. Nous donnons une liste, par ordre d'importance, des industries manufacturières dans lesquelles il y a d'importants effets d'échelle (répartition des frais de développement et des coûts fixes).
- Selon certains auteurs, les petites économies se caractérisent par des frais de transport élevés. Notre analyse montre que la situation géographique a plus d'incidence que la taille sur le coût du transport. En général, les pays enclavés ont des frais de transport plus élevés que les îles et les îles elles-mêmes ont des frais de transport plus élevés que les pays continentaux côtiers.
- Il y a une corrélation négative entre la part des Membres dans le commerce total des Membres de l'OMC et le coût du transport. Si l'on emploie la part du commerce OMC comme indicateur de la taille économique, on constate qu'en effet le coût du transport est plus élevé dans le cas des petites économies. Toutefois, on peut aussi interpréter le lien de causalité dans l'autre sens, c'est-à-dire que le coût du transport a un effet notable sur le potentiel d'exportation d'une économie.
- Pour évaluer l'influence du coût du transport sur la diversification des exportations, nous présenterons des données relatives à ce coût pour différents groupes de produits.

Petites économies et commerce extérieur: forte dépendance à l'égard des importations et faible diversification des exportations

- Si une économie est "petite", cela signifie probablement que les possibilités de diversification de sa production sont limitées. Cela expliquerait pourquoi les petits Membres de l'OMC sont en général plus tributaires du commerce extérieur que les autres. De plus, les données dont on dispose montrent qu'en général les exportations (de produits ou de services) des petites économies sont relativement peu diversifiées.
- L'idée que les recettes d'exportation des petites économies sont particulièrement volatiles n'est pas confirmée par les données pertinentes relatives aux Membres de l'OMC. Ce constat est conforme aux conclusions de la littérature économique récente.

Vulnérabilité et résultats économiques des petites économies

- Comme les petites économies sont en général très ouvertes, les variations de leurs recettes d'exportation tendent à avoir un impact important sur leur économie. L'analyse faite ici confirme que la volatilité du PIB diminue lorsque le poids économique d'un pays augmente. Cela montre qu'en effet les petites économies opèrent dans un environnement économique plus instable.
- Nous avons constaté qu'il n'y a pas de corrélation entre la taille économique et le PIB par habitant, mais qu'il y en a bien une entre le PIB par habitant et la variable "part du commerce OMC".
- La taille économique ne semble pas avoir d'effet notable sur la croissance du PIB par habitant. D'après une étude récente (Easterly et Kraay, 1999), cela pourrait être dû à l'interaction de deux facteurs qui se compensent en partie: l'ouverture commerciale entraîne une plus grande volatilité des petites économies mais a aussi pour effet de stimuler l'activité et d'accélérer la croissance.
- Les petites économies peuvent avoir plus de mal à s'adapter à une modification du régime de commerce international en raison du manque de diversification de leurs exportations. Si cette modification entraîne une contraction du principal secteur d'exportation d'un petit pays, cela aura probablement des répercussions sur l'ensemble de l'activité du secteur privé. En même temps, il peut être plus difficile à une petite économie de développer les exportations d'autres produits ou services.

INFLUENCE DE LA TAILLE D'UN PAYS SUR SON ÉCONOMIE ET SON COMMERCE EXTÉRIEUR

I. INTRODUCTION

6. Un récent document du Secrétariat (document WT/COMTD/SE/W/4: "Les petites économies: littérature sur le sujet") donnait un aperçu de la littérature relative aux petites économies. Il mettait en lumière un certain nombre de variables qui paraissent particulièrement importantes pour ces économies. Dans la présente note, nous étudierons de façon plus approfondie les variables clés recensées dans le document mentionné ci-dessus. Nous présentons et analysons les données pertinentes pour les Membres de l'OMC. Nous chercherons à préciser les relations entre les différentes variables et à évaluer leur pertinence pour le débat en cours dans le cadre des sessions spécifiques consacrées aux petites économies.

7. En particulier, nous examinons le rôle du coût du transport et des économies d'échelle en tant que facteurs déterminant la compétitivité des petites économies. Nous chercherons à évaluer dans quelle mesure la taille d'une économie a une influence sur sa dépendance à l'égard du commerce extérieur et sur la diversification de ses exportations. Nous examinerons la question de la vulnérabilité en analysant les relations entre taille économique et volatilité des recettes d'exportation et du PIB. Enfin, nous examinerons les données concernant les liens entre la taille économique d'une part et le PIB par habitant et la croissance du PIB par habitant d'autre part.

8. Par souci de clarté, nous avons principalement employé des outils d'analyse fondés sur des échantillons ou des moyennes. Il n'est donc pas exclu que le comportement de certaines économies s'écarte sensiblement de ce qui est prédit ici. Pour vérifier la validité des résultats obtenus, nous les avons comparés, lorsque c'était possible, avec les résultats d'études économétriques plus détaillées décrites dans la littérature récente.

II. MESURE DE LA TAILLE ÉCONOMIQUE

9. Plusieurs indicateurs sont employés pour mesurer la taille d'une économie, le plus fréquemment employé étant la population. Les autres sont notamment le PIB, la superficie terrestre et la part du commerce mondial. Les tableaux 1 et 2 de l'Appendice récapitulent les chiffres pertinents pour chacun des quatre indicateurs de taille pour les Membres de l'OMC.

10. On peut considérer que la population et la superficie terrestre sont approximativement liées à la dotation de facteurs d'une économie. Le PIB est plutôt un indicateur de taille du marché, puisqu'il reflète la demande intérieure. La part d'une économie dans le commerce mondial est probablement liée à deux facteurs, la taille de cette économie (les grandes économies ont un commerce extérieur plus développé) et son degré d'ouverture (les économies les plus ouvertes exportent et importent davantage).

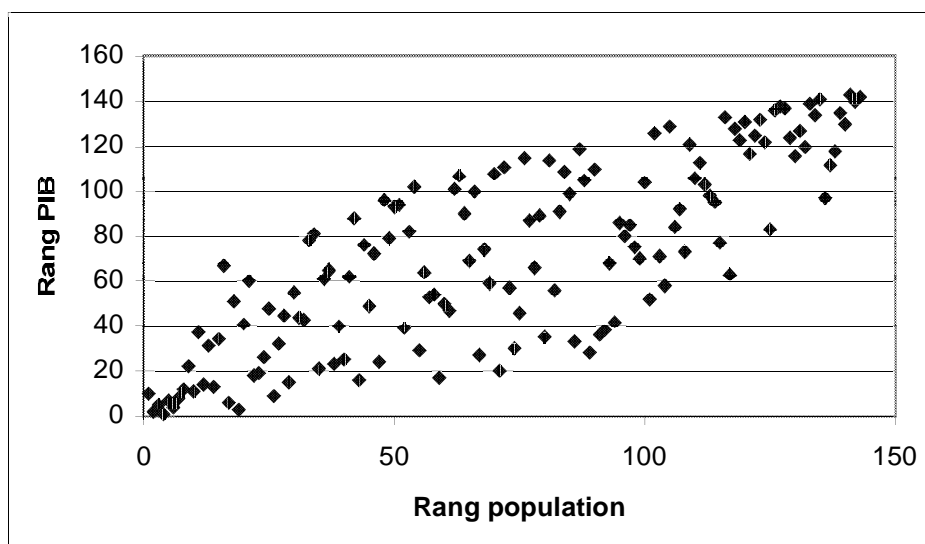
11. Pour ce qui est de l'indicateur démographique, les chercheurs emploient différents seuils afin de définir ce qu'est une "petite économie". Certains fixent le seuil à 1,5 million d'habitants (Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États, 2000), d'autres à 5 millions ou plus (Streeten, 1993, Collier et Dollar, 1999, Brautigam et Woolcock, 2001) et d'autres encore quelque part entre ces deux chiffres (Armstrong *et al.*, 1998). Le tableau 1 de l'Appendice montre que 30 des 143 Membres de l'OMC ont une population inférieure à

1,5 million d'habitants.² Cinq de ces pays sont des PMA. Vingt-sept Membres de l'OMC ont une population comprise entre 1,5 et 5 millions d'habitants, quatre d'entre eux étant des PMA. Les autres 86 Membres ont une population supérieure à 5 millions d'habitants et 20 d'entre eux sont des PMA.

12. Il y a évidemment des différences de PIB par habitant, mais de façon générale les pays les plus peuplés ont un PIB important. Cette corrélation entre population et PIB peut être mesurée au moyen du coefficient de corrélation, dont la valeur est comprise entre zéro et 1 si la corrélation entre les variables étudiées est positive.³ Plus la corrélation est forte, plus le coefficient de corrélation se rapproche de l'unité. Dans le cas des Membres de l'OMC, le coefficient de corrélation entre PIB et population est de 0,59, ce qui indique une corrélation relativement forte. Le tableau 2 de l'Appendice donne le PIB de tous les Membres de l'OMC.

13. La corrélation des rangs est un autre indicateur qu'on peut employer pour mesurer le lien entre deux variables.⁴ La corrélation des rangs pour le PIB et la population est plus élevée que la corrélation ordinaire: 0,80. Cela signifie qu'il est très probable que le pays qui se classe au 10^{ème} rang par sa population se classera aussi au 10^{ème} rang par son PIB. La figure 1 illustre cette corrélation.

Figure 1: Corrélation entre le rang des Membres de l'OMC dans le classement d'après la population et leur rang dans le classement d'après le PIB



² Nous n'avons pas employé l'entité Union européenne pour notre analyse, chacun des pays membres de l'UE étant inclus séparément.

³ Il prend une valeur comprise entre zéro et -1 si la corrélation est négative.

⁴ Le coefficient de corrélation mesure la relation entre la valeur d'une variable et la valeur d'une autre variable. Le coefficient de corrélation des rangs mesure la relation entre le rang d'une variable et le rang d'une autre variable.

14. La corrélation entre superficie terrestre et population est moins forte que la corrélation entre PIB et population. Le coefficient de corrélation ordinaire est de 0,55 et le coefficient de corrélation des rangs est de 0,72. On trouvera au tableau 2 des données sur la superficie terrestre des pays Membres de l'OMC.

15. Les auteurs des études que nous avons passées en revue emploient, pour mesurer la taille d'une économie, la population, la superficie ou le PIB. Les paragraphes précédents montrent qu'il y a d'étroites relations entre ces trois variables. Il n'est donc pas déraisonnable de postuler que chacun de ces trois indicateurs de taille économique est lié de façon similaire aux autres variables économiques analysées dans la présente note. Afin de ne pas refaire l'analyse pour chacune des trois variables tout au long du document, nous avons retenu une seule variable considérée comme représentative. Comme la plupart des auteurs, nous emploierons donc la population comme indicateur de la taille d'une économie, sauf indication contraire. Toutefois, nous ne définirons aucun seuil de "petitesse". Nous ferons l'analyse pour tous les Membres de l'OMC.

16. Dans une étude récente, Davenport (2001) suggère d'employer la "part du commerce mondial" comme indicateur de taille économique. Selon son analyse, les pays dont la part du commerce mondial de marchandises est inférieure à 0,02 pour cent correspondent plus ou moins au groupe des 42 "petits pays vulnérables" définis par la Banque mondiale. Il convient donc de se demander si la part du commerce est un bon indicateur de taille économique.

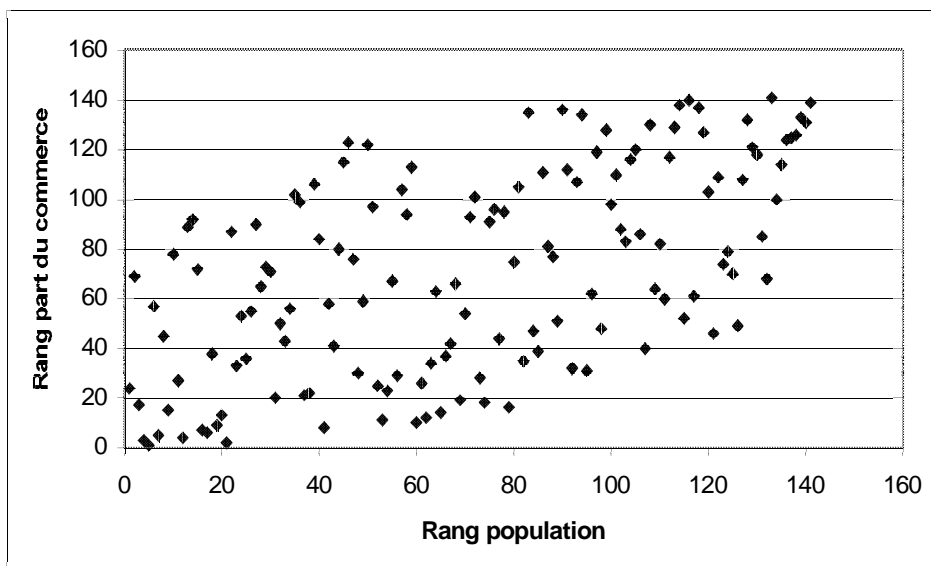
17. Le tableau 2 donne la part de chaque Membre dans le commerce total des Membres de l'OMC.⁵ On constate que cette variable est beaucoup moins corrélée avec la population que le PIB et la superficie. Pour l'ensemble des Membres de l'OMC, le coefficient de corrélation n'est que de 0,26. Cela implique que les différences de part dans le commerce OMC ne reflètent que dans une mesure limitée les différences de population.⁶ En ce qui concerne le lien entre population et part dans le commerce OMC, le coefficient de corrélation des rangs est de 0,57.⁷ La figure 2 illustre la corrélation des rangs. En comparant les figures 1 et 2, on voit que la relation entre population et part du commerce est moins forte que la relation entre population et PIB. Dans la figure 1, les points dessinent plus ou moins une ligne ascendante. Dans la figure 2, ils sont beaucoup plus dispersés.

⁵ Commerce des produits et commerce des services.

⁶ Toutefois, le coefficient de corrélation est plus élevé (0,50) si l'on ne tient compte que des Membres des régions Afrique, Asie, Moyen-Orient et Amérique latine (hormis l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande).

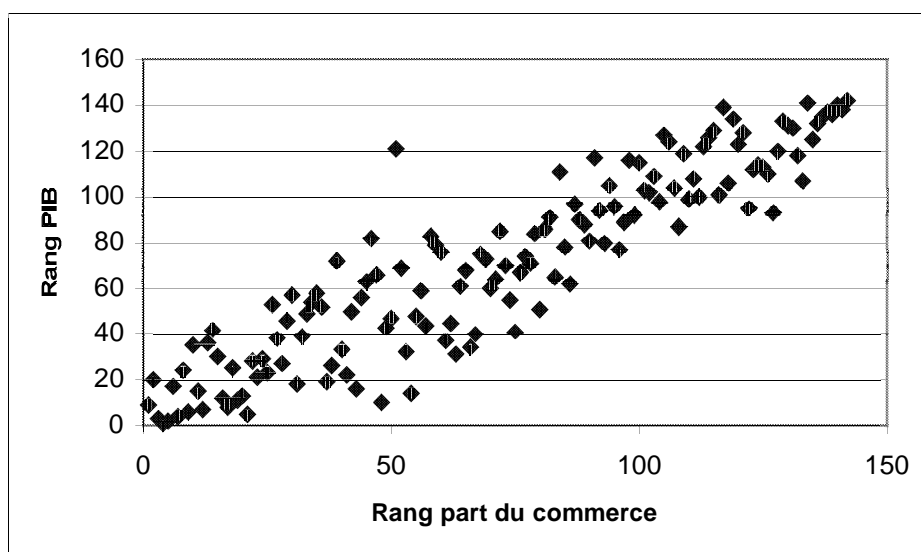
⁷ Il est de 0,54 pour l'échantillon réduit.

Figure 2: Corrélation entre le rang des Membres de l'OMC dans le classement d'après la population et leur rang dans le classement d'après la part du commerce OMC



18. En revanche, il y a une corrélation très forte entre la part des Membres de l'OMC dans le commerce total desdits Membres et leur PIB. Le coefficient de corrélation est de 0,85 et le coefficient de corrélation des rangs est de 0,92. Ce dernier est illustré par la figure 3 ci-dessous.

Figure 3: Corrélation entre le rang des Membres de l'OMC dans le classement d'après le PIB et leur rang dans le classement d'après leur part du commerce OMC



19. Ce constat appuie la thèse de Davenport (2001). Toutefois, comme nous l'avons déjà fait observer, la variable "part du commerce" n'est qu'un indicateur très approximatif de la taille économique et en outre elle n'est pas étroitement liée à la population. Aux fins de l'analyse faite ici, nous avons employé la part du commerce OMC comme indicateur distinct de taille économique. En effet, ses liens avec plusieurs variables économiques essentielles (notamment le PIB par habitant) sont très différents de ses liens avec la variable population. Lorsque tel est le cas, nous l'indiquerons expressément.

III. COMPÉTITIVITÉ DES PETITES ÉCONOMIES: COÛT DU TRANSPORT ET ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

20. Selon certains auteurs, de nombreux petits pays sont peu compétitifs sur le marché mondial car ils sont éloignés des grandes centres de commerce international. L'éloignement a certainement une incidence sur la compétitivité car il accroît le coût du transport des importations et des exportations. Sur un marché mondial concurrentiel, ce surcoût doit être compensé par un niveau moins élevé des salaires ou du coût d'autres facteurs de production pour que les entreprises puissent soutenir la concurrence.⁸

21. Selon la littérature, plusieurs facteurs ont une incidence sur le coût du transport⁹:

- le coût de transport est en général d'autant plus élevé que le pays concerné est éloigné des grands marchés¹⁰;
- le transport terrestre est en général beaucoup plus coûteux que le transport maritime. Par conséquent, pour une distance donnée, le coût global du transport tend à être d'autant plus élevé que la proportion de trajet terrestre est grande¹¹;
- le transport multimodal (lorsque les cargaisons doivent être transportées par mer et sur terre) est plus coûteux en raison des frais de transbordement;
- la qualité de l'administration et des infrastructures portuaires a une incidence sur le coût du transport; et
- le coût du transport dépend des marchandises transportées. Par exemple, le coût du transport des produits agricoles varie selon qu'il s'agit de produits périssables, de produits en vrac ou de produits plus ou moins transformés.

22. Il est difficile d'obtenir des données sur le coût des transports. L'indicateur le plus souvent employé est le ratio c.a.f./f.a.b. Le prix f.a.b. (franco à bord) est le prix de revient d'un produit importé au point d'expédition, c'est-à-dire à l'endroit où l'exportateur le livre pour transport. Le prix c.a.f. (coût, assurance, fret) correspond au prix de revient du produit importé au point d'entrée dans le

⁸ Voir Radelet et Sachs (1998).

⁹ Voir Radelet et Sachs (1998). Ces facteurs jouent un rôle dans toutes les économies, quels que soient leur taille ou leur niveau de développement.

¹⁰ Radelet et Sachs (1998) constatent que lorsque la distance à parcourir par mer augmente de 10 pour cent, le coût du transport augmente de 1,3 pour cent. Selon Clark *et al.* (2002) si la distance double, le coût du transport augmente de 20 pour cent.

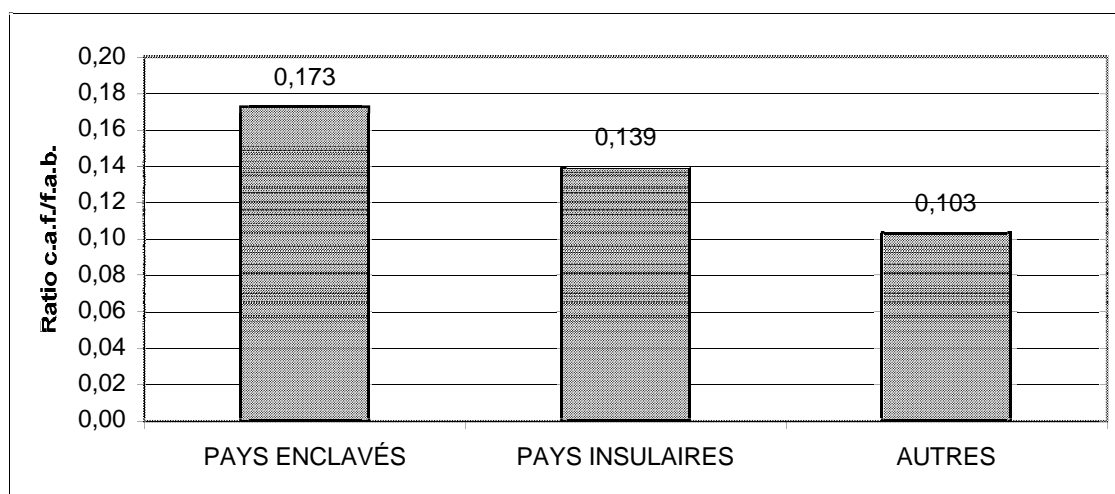
¹¹ Selon Limão et Venables (1999), une distance supplémentaire de 1 000 km par voie maritime ajoute 190 dollars au coût du transport alors qu'une distance similaire par voie terrestre y ajoute 1 380 dollars.

pays importateur, y compris les frais de transport, d'assurance, de manutention et d'expédition, mais non compris les frais douaniers. Plus le ratio c.a.f./f.a.b. est élevé, plus le coût du transport représente une grande proportion de la valeur des marchandises échangées.

23. La figure 4 indique le ratio c.a.f./f.a.b. pour les Membres de l'OMC divisés en trois catégories: pays enclavés, pays insulaires et autres. Cette figure a été établie à partir des données reprises au tableau 3 de l'Appendice. Il est clair qu'en matière de coût du transport, les pays enclavés sont en général nettement défavorisés. En effet, ils doivent payer le coût du transport terrestre depuis les ports des pays voisins, qui est élevé. Ce coût augmente aussi du fait que le franchissement d'une ou plusieurs frontières supplémentaires entraîne des frais. Les pays insulaires sont aussi défavorisés par rapport aux "autres" pays, ce qui est probablement dû au fait que la plupart d'entre eux sont très éloignés des grands centres du commerce international. Le constat que le coût du transport est particulièrement élevé dans les pays enclavés est confirmé par les analyses économétriques faites à ce sujet. Limão et Venables (1999) et Radelet et Sachs (1998) soulignent ce phénomène.

Figure 4: Coût du transport pour les Membres de l'OMC

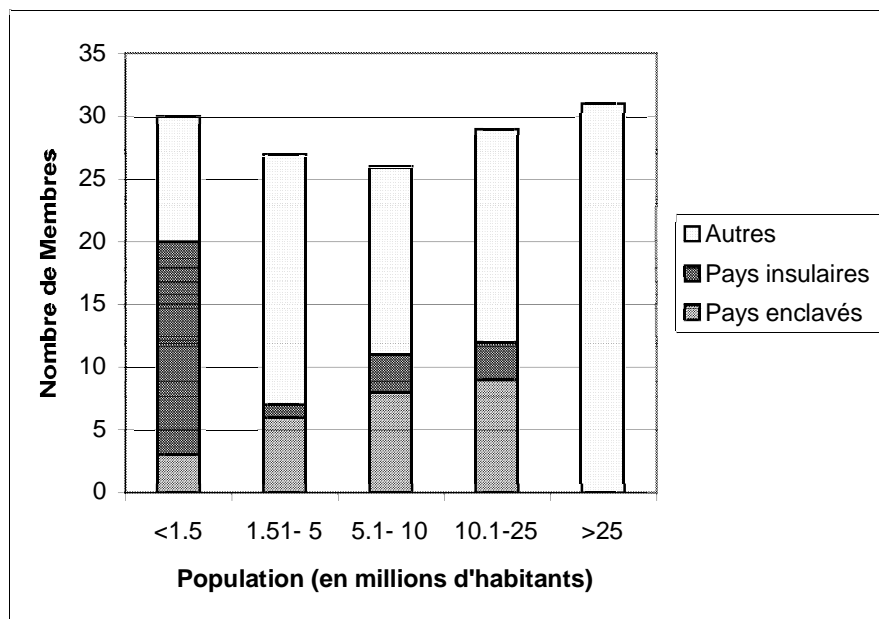
Moyenne du ratio c.a.f./f.a.b. pour les pays enclavés, les pays insulaires et les autres Membres



24. Pour l'ensemble des Membres de l'OMC, le coefficient de corrélation entre population et ratio c.a.f./f.a.b. est de -0,07. Cette valeur très proche de zéro signifie qu'il n'y a quasiment aucune corrélation entre la taille économique et le coût du transport. En d'autres termes, le coût du transport n'augmente pas lorsque la population augmente. Cela peut s'expliquer en grande mesure par le fait qu'il y a des pays insulaires et des pays enclavés dans toutes les catégories de Membres de l'OMC établies d'après leur population. La figure 5 montre aussi que, parmi les 30 pays Membres de l'OMC dont la population est inférieure à 1,5 million d'habitants, 17 sont des pays insulaires mais trois seulement sont des pays enclavés. Pour ces pays, le ratio c.a.f./f.a.b. moyen est de 0,127. Au paragraphe précédent, nous avons vu que les pays enclavés sont ceux dont les coûts de transport sont le plus élevés et qu'un nombre assez élevé de pays Membres enclavés ont une population comprise entre 5 et 10 millions d'habitants (8 sur 26) ou entre 10 et 25 millions d'habitants (9 sur 29). Ces

catégories de pays sont ceux pour lesquels le ratio c.a.f./f.a.b. est le plus élevé: 0,130 et 0,152 respectivement.¹²

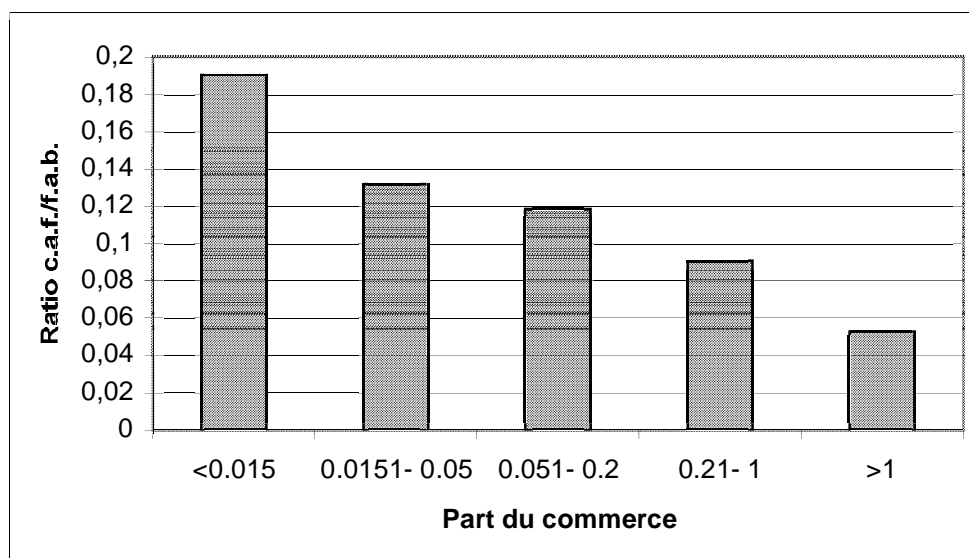
Figure 5: Nombre de pays insulaires, de pays enclavés et de pays autres selon la population et ratio c.a.f./f.a.b. moyen en pourcentage



25. Toutefois, la figure 6 montre que le coût du transport a bien tendance à diminuer lorsque la part du commerce OMC augmente.¹³ Si l'on considère que la part d'un pays dans le commerce des Membres de l'OMC est un indicateur de sa taille économique, ce chiffre confirme que le coût du transport est plus élevé pour les petites économies. Toutefois on peut aussi faire une autre interprétation et considérer que c'est le coût du transport qui a un effet notable sur le potentiel d'exportation d'une économie. Cette interprétation serait conforme aux conclusions de certaines études récentes (par exemple Limão et Venables, 1999). Cette possibilité d'une double interprétation montre qu'il faut être prudent lorsqu'on emploie la part du commerce comme indicateur de taille économique, car cette variable est aussi un indicateur de la capacité d'exportation et/ou de l'ouverture commerciale. Elle rappelle aussi que les chiffres de ce genre ne disent rien au sujet du lien de cause à effet.

¹² Le ratio c.a.f./f.a.b. moyen pour les pays dont la population est comprise entre 1,5 et 5 millions d'habitants est de 0,108 et il est de 0,092 pour les pays les plus peuplés (plus de 25 millions d'habitants).

¹³ Ce graphique dépend beaucoup des seuils employés pour définir les différents groupes, car la corrélation entre les deux variables n'est que de -0,26. Le premier seuil a été fixé conformément aux critères employés par l'OMC pour déterminer le niveau minimum de la contribution des Membres au budget de l'Organisation. Les autres ont été fixés de façon à définir des groupes de taille similaire.

Figure 6: Ratio c.a.f./f.a.b. selon la part du commerce OMC

26. Le coût du transport réduit la compétitivité des pays enclavés et, dans une certaine mesure, des pays insulaires, pour certains types de produits, par exemple les produits qui contiennent beaucoup d'intrants importés, tels que les produits électroniques.¹⁴ Cela vaut aussi pour les produits pour lesquels le coût du transport et/ou de l'assurance à l'exportation est élevé. Le tableau 4 de l'Appendice donne un aperçu du ratio c.a.f./f.a.b. pour différents groupes de produits.¹⁵ Les groupes matières premières brutes (y compris liège et bois) et produits alimentaires et animaux vivants (y compris les fruits, les fruits à coque et le sucre) sont ceux pour lesquels le ratio c.a.f./f.a.b. est le plus élevé.¹⁶

27. Les petites économies peuvent aussi avoir du mal à exporter des produits pour lesquels il y a d'importants effets d'échelle.¹⁷ Le marché intérieur est trop petit pour permettre aux producteurs de faire des économies d'échelle et leurs prix de revient sont donc élevés. Le tableau 1 donne un classement de différentes industries manufacturières en fonction de l'importance des économies d'échelle dans le processus de production. Il montre que les économies d'échelle sont particulièrement prononcées dans l'industrie automobile, la construction d'autres véhicules et l'industrie chimique.

¹⁴ Voir Radelet et Sachs (1998).

¹⁵ Ces ratios ont été calculés sur la base des données des États-Unis concernant les importations de ce pays.

¹⁶ Dans de nombreux petits pays, la composition des exportations est déterminée par les ressources naturelles. Si l'on compare ce tableau et le tableau 6 de l'Appendice, on peut voir que plusieurs pays Membres relativement petits exportent en fait des produits dont le transport est relativement coûteux.

¹⁷ C'est-à-dire les produits dont le prix de revient unitaire diminue lorsque l'échelle de la production augmente.

Tableau 1: Classement des industries manufacturières en fonction des économies d'échelle

*Groupes d'industries classés dans l'ordre d'importance des économies d'échelle
(répartition des coûts de développement et de production)*

1	Automobiles	11	Produits minéraux non métalliques
2	Autres véhicules	12	Produits métalliques
3	Industrie chimique	13	Produits en caoutchouc et matière plastique
4	Fibres synthétiques et artificielles	14	Boissons et tabac
5	Métaux	15	Produits alimentaires
6	Machines de bureau	16	Autres industries manufacturières
7	Construction mécanique	17	Textiles
8	Construction électrique	18	Bois et meubles
9	Instruments	19	Chaussures et vêtements
10	Impression et publication	20	Articles en cuir

Source: Pratten (1988).

28. Toutefois, selon certains auteurs, pour les économies ouvertes, le marché pertinent n'est pas le marché intérieur, et il dépend de la taille des partenaires commerciaux.¹⁸ En théorie, du moins, le commerce extérieur pourrait permettre à des petits pays d'exploiter des économies d'échelle. Cette règle ne s'applique pas aux produits et services qui n'entrent pas dans le commerce international et en particulier aux infrastructures, et si ces produits et services représentent une grande proportion des intrants servant à la production de marchandises d'exportation, cela peut limiter la compétitivité internationale des petits pays (Srinivasan, 1986).

IV. LES PETITES ÉCONOMIES ET LE COMMERCE INTERNATIONAL: FORTE DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS ET FAIBLE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS

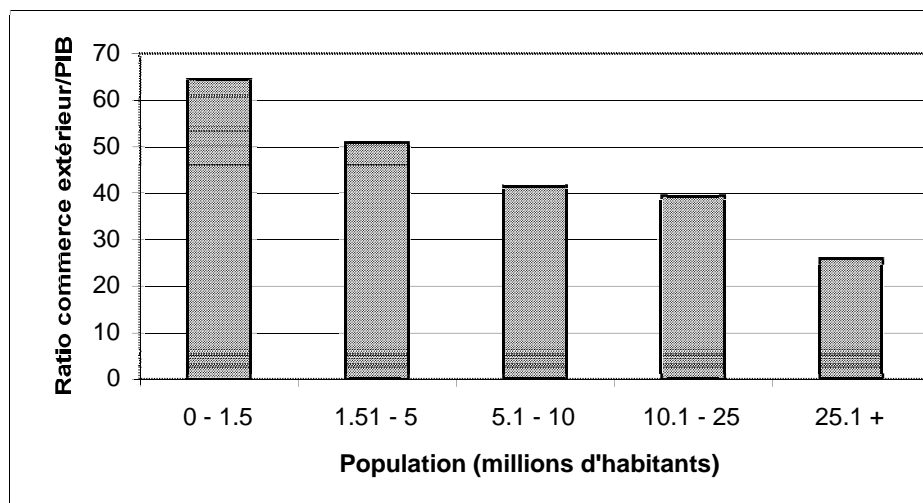
29. Selon certains, il est difficile à une petite économie de diversifier sa production. En conséquence, les petites économies devraient être très tributaires de l'importation pour la consommation locale. En même temps, leurs exportations devraient être peu diversifiées. Le coût du transport et l'impossibilité d'exploiter les économies d'échelle pourraient aussi les empêcher de diversifier leurs exportations.

30. En général, les petites économies sont plus tributaires du commerce extérieur et de l'investissement étranger, du fait qu'elles ne peuvent pas produire à grande échelle et que leurs ressources sont limitées. L'ouverture apporte des avantages réels liés à l'échange, c'est-à-dire que les consommateurs des petits pays peuvent obtenir des produits plus variés et moins coûteux que s'ils devaient se contenter de marchandises d'origine nationale, et les producteurs peuvent vendre sur les marchés mondiaux à condition de bénéficier d'un accès effectif à ces marchés, ce qui leur permet de gagner plus que s'ils devaient se contenter des débouchés nationaux limités. En outre, la participation au commerce international aide à faire connaître aux entreprises et aux consommateurs des petits pays de nouvelles idées et possibilités. La figure 7 indique la moyenne du ratio commerce extérieur/PIB pour les Membres de l'OMC regroupés selon leur population. Elle confirme que les pays sont en effet d'autant plus ouverts au commerce extérieur qu'ils sont petits.

¹⁸ Voir par exemple Alesina et Spolaore (1997).

Figure 7: Dépendance des petites économies à l'égard du commerce extérieur

Sur la base des données relatives à l'ensemble des Membres de l'OMC reprises au tableau 5 de l'Appendice



31. La petitesse limite les possibilités de diversification. Les petites économies doivent donc importer pour élargir l'éventail des biens et services offerts à leur population. En même temps, leurs exportations ont tendance à être moins diversifiées que celles des grands pays. Comme nous l'avons vu à la section précédente, le coût du transport et l'impossibilité d'exploiter les économies d'échelle peuvent aussi contribuer à ce manque de diversification des exportations, qui est un handicap car il rend les pays concernés plus vulnérables en cas de baisse de la demande ou du prix des quelques produits ou services qu'ils exportent.

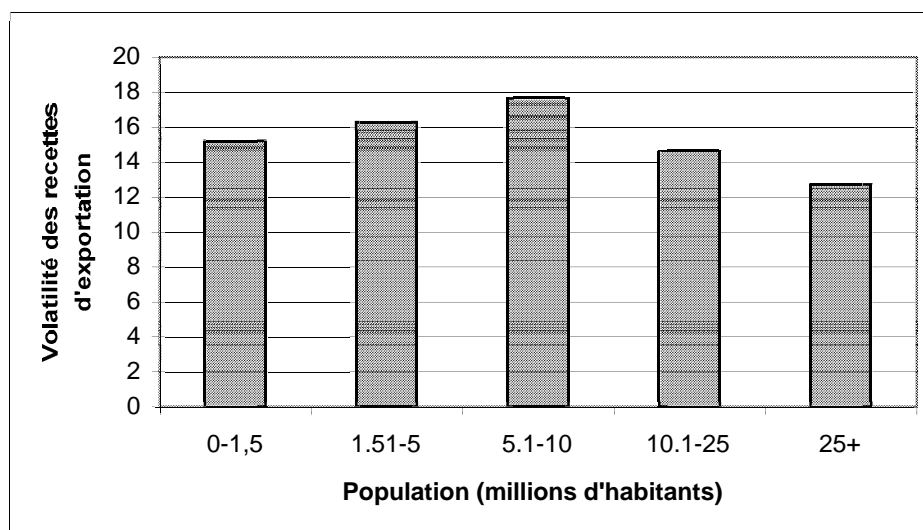
32. Le tableau 6 de l'Appendice indique quels sont les deux premiers produits ou services exportés par les Membres de l'OMC et leur part dans le total des exportations de ces pays. D'après le tableau 6.A, on voit que les exportations des Membres dont la population est inférieure à 1,5 million d'habitants sont très tributaires d'un seul produit ou service. De plus, le deuxième produit ou service d'exportation représente aussi en général une grande proportion du total des exportations. Toutefois, les tableaux 6.B à 6.E montrent que d'autres facteurs semblent avoir une incidence sur la diversification des exportations. Ainsi, les producteurs de pétrole sont très tributaires de l'exportation de pétrole et de produits pétroliers, quelle que soit leur taille (dans le classement par population, le Venezuela se place au 112^{ème} rang et le Nigéria au 136^{ème}). Le niveau de développement semble aussi jouer un rôle. Plusieurs PMA sont très dépendants de l'exportation d'un seul produit: Tanzanie (voyages, 37,7 pour cent), Ouganda (café, 41,8 pour cent), Burkina Faso (coton, 51,8 pour cent), Mali (coton, 75,7 pour cent) et Malawi (tabac, 58,6 pour cent).

33. Selon certains auteurs, les recettes d'exportation des petites économies sont très volatiles en raison de ce manque de diversification. On dit aussi que les petites économies exportent souvent des produits dont le cours est particulièrement volatil, ce qui aggraverait l'instabilité des recettes d'exportation.

34. La figure 8 montre que nos données concernant les Membres de l'OMC ne confirment pas cette thèse. Il ne semble pas que la volatilité des recettes d'exportation diminue lorsque le poids économique d'un pays augmente.¹⁹ Le Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États (2000) fait un constat similaire: les termes de l'échange des petits pays – c'est-à-dire le rapport entre le prix de leurs exportations (qui sont généralement très peu diversifiées) et celui de leurs importations (qui au contraire couvrent un large éventail de biens et de services) – ne sont pas significativement plus volatils que ceux des autres pays en développement. L'analyse économétrique d'Easterly et Kraay (1999) aboutit au même résultat.

Figure 8: Population et volatilité des recettes d'exportation

Basée sur les données reprises au tableau 5 de l'Appendice



35. Cependant, comme les petites économies sont en général très ouvertes, les exportations et les importations représentent une proportion élevée de leur activité économique. Une fluctuation même modérée de la demande ou du cours internationaux de leurs produits d'exportation peut donc avoir un impact très marqué sur leur conjoncture. Pour tenir compte de ce facteur, Easterly et Kraay (1999) cherchent aussi à déterminer si la volatilité des termes de l'échange "pondérée" est affectée par la taille de l'économie. Ils définissent la variation "pondérée" des termes de l'échange de la façon suivante: augmentation du prix en monnaie locale des produits d'exportation multipliée par la part des exportations dans le PIB, moins augmentation du prix en monnaie locale des produits d'importation multipliée par la part des importations dans le PIB. Cet indicateur tient donc compte à la fois de l'ampleur des variations de prix (à l'importation et à l'exportation) et de leur importance pour l'économie du pays étudié (puisque les écarts de prix sont pondérés par la part des exportations et des importations dans le PIB). Les auteurs constatent que l'écart type de cet indicateur est en effet nettement plus élevé pour les petites économies, le facteur "petitesse" entraînant une augmentation d'environ 30 pour cent de la volatilité moyenne.

¹⁹ Pour la figure 8, nous avons employé comme indicateur de taille économique la population. Si l'on emploie la part du commerce OMC, les résultats sont similaires et le coefficient de corrélation entre la volatilité des recettes d'exportation et la part du commerce est négatif, mais plutôt faible: -0,21.

36. Nous avons vu dans cette section que les petites économies sont en effet généralement plus tributaires du commerce extérieur et que leurs exportations sont peu diversifiées. Toutefois, cette faible diversification des exportations ne se traduit pas par une volatilité sensiblement plus élevée de leurs recettes d'exportation. En fait, ce qui se passe c'est que toute variation de la conjoncture internationale a des répercussions plus fortes sur leur économie en raison de l'importance de leur commerce extérieur. Dans la prochaine section nous examinerons cet aspect de plus près.

V. VULNÉRABILITÉ ET RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES PETITES ÉCONOMIES

37. D'après le Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États (2000), globalement, les revenus par habitant et les taux de croissance des petits pays en développement ne sont pas sensiblement différents de ceux des grands pays en développement. Toutefois, les revenus des habitants des petits pays sont plus volatils.²⁰

38. L'analyse pour les Membres de l'OMC ne confirme cette conclusion que dans une certaine mesure. La figure 9 illustre la volatilité du PIB des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine regroupés en fonction de leur population.²¹ Le fait de n'analyser que ce groupe de Membres permet d'exclure certains petits pays particulièrement riches comme l'Islande, le Liechtenstein et le Luxembourg et de se concentrer sur les petites économies les plus vulnérables.²² La figure 9 a été établie à partir des données présentées au tableau 5 de l'Appendice. Elle montre que les pays Membres les moins peuplés ne sont pas ceux dont le PIB est le plus volatil, puisqu'ils ne viennent qu'au deuxième rang. Toutefois, si l'on exclut ces pays, la volatilité du PIB a bien tendance à diminuer lorsque la population augmente.²³

²⁰ Le "revenu" s'entend du PIB réel par habitant.

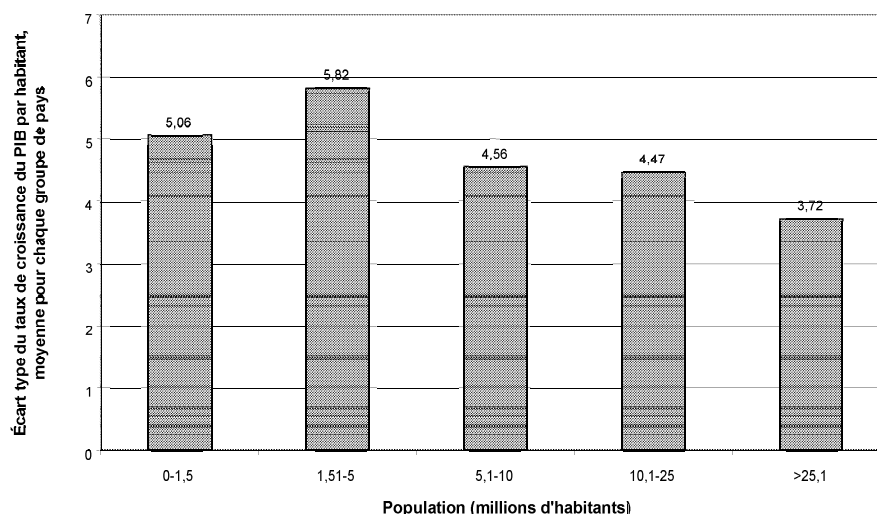
²¹ La volatilité du PIB est mesurée par l'écart type du taux de croissance du PIB par habitant, ce qui est l'indicateur couramment employé dans la littérature économique.

²² Cette restriction de l'échantillon facilite aussi la comparaison avec les résultats de l'étude du Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États (2000) citée au paragraphe 37, qui ne porte que sur les pays en développement. Si l'on fait la même analyse sur l'ensemble des Membres de l'OMC, la corrélation entre volatilité du PIB et population reste négative, mais moins forte qu'avec l'échantillon restreint.

²³ Cela vaut aussi pour l'ensemble des Membres de l'OMC, les écarts types étant de 4,8, 5,99 et 4,57 respectivement pour les trois groupes de pays les moins peuplés.

Figure 9: Volatilité du PIB des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine²⁴

Basée sur les données reprises au tableau 5 de l'Appendice



39. Un graphique simple comme celui-ci ne tient pas compte de variables autres que la taille économique qui pourraient influencer sur la volatilité du PIB. Ainsi, certaines régions du monde ont une économie moins stable que d'autres. Le fait d'être exportateur de pétrole joue aussi un rôle important. Tenant compte de ces variables dans leur analyse économétrique, Easterly et Kraay (1999) constatent qu'il y a une corrélation inverse significative entre la taille de l'économie et la volatilité du PIB.

40. On peut rapprocher ce constat de celui fait à la section précédente. Les petites économies sont en général plus ouvertes au commerce extérieur et moins diversifiées. Leurs recettes d'exportation ne semblent pas être sensiblement plus volatiles que celles des grands pays, mais en raison du poids du commerce extérieur dans leur activité économique, la volatilité globale de leur PIB a tendance à être plus élevée.

41. Il y a une autre caractéristique sans rapport avec le commerce qui influe aussi sur la volatilité du PIB des petits pays. D'après le Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États (2000), de nombreux petits pays se trouvent dans des régions exposées à des catastrophes naturelles telles qu'ouragans, cyclones, sécheresses et éruptions volcaniques. Comme ces pays sont petits, les catastrophes naturelles peuvent facilement affecter l'ensemble de la population et de l'activité, ce qui entraîne de fortes fluctuations du PIB.

42. Un environnement instable peut avoir des effets négatifs sur le fonctionnement d'une économie, mais les petits pays ne sont pas systématiquement plus pauvres que les grands pays. Les exemples de pays très petits et très riches comme le Liechtenstein et le Luxembourg sont bien connus. Toutefois, même si l'on ne tient pas compte de ces cas atypiques, le PIB par habitant n'a pas tendance à augmenter avec la taille du pays. La figure 10 montre que cela vaut aussi pour les Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.²⁵ Le coefficient de corrélation entre

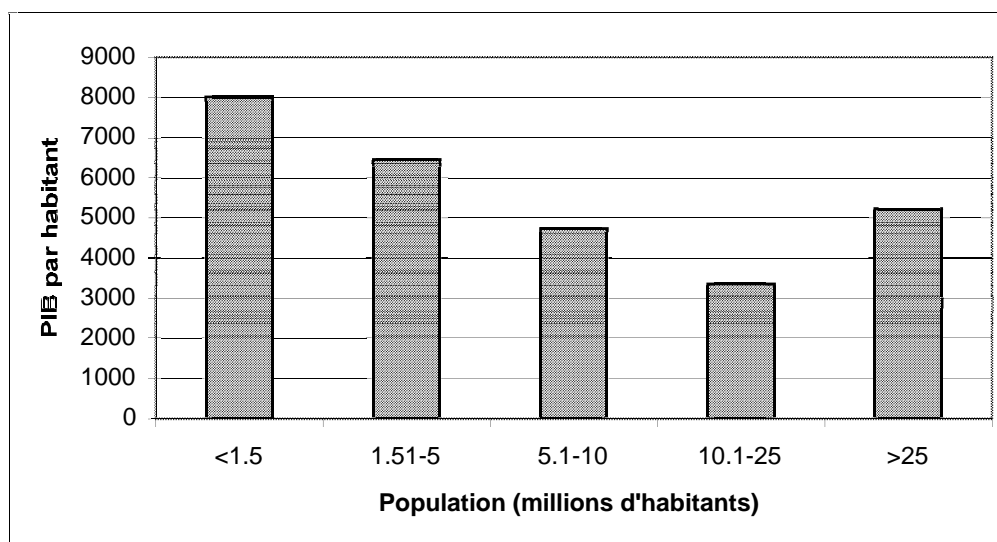
²⁴ Australie, Japon et Nouvelle-Zélande non compris.

²⁵ Australie, Nouvelle-Zélande et Japon non compris.

le PIB par habitant et la population, pour ce groupe de Membres, est de $-0,08$, c'est-à-dire qu'il n'est pas significatif.²⁶

Figure 10: PIB par habitant des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine regroupés en fonction de leur population²⁷

Basée sur les données reprises au tableau 7 de l'Appendice



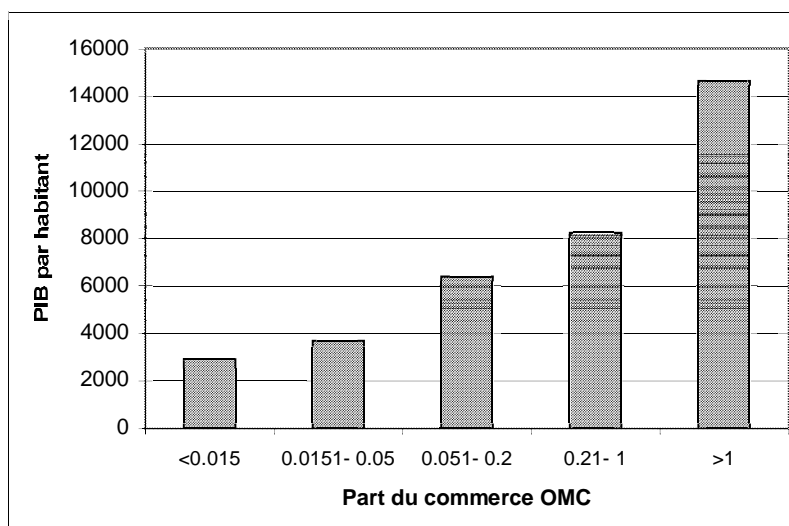
43. La figure 11 montre que la relation entre PIB par habitant et taille économique est très différente si l'on emploie comme indicateur de taille économique la part du pays dans le commerce des Membres de l'OMC. Cette figure fait apparaître une corrélation manifeste entre la part du commerce et le PIB par habitant. Le coefficient de corrélation est positif et relativement élevé: $0,46$.²⁸ L'étude de la composition du groupe des "grandes économies" dans chaque figure donne une idée des raisons qui expliquent la différence entre ces deux figures (10 et 11). La part du commerce OMC ne dépasse 1 pour cent que dans le cas de cinq des Membres de ces régions: Chine; Hong Kong, Chine; République de Corée; Malaisie; Mexique; et Singapour (voir tableau 2 de l'Appendice). Seules la Chine et la République de Corée se trouvent aussi dans le groupe des Membres les plus peuplés (population supérieure à 25 millions d'habitants). La Malaisie se trouve dans le deuxième groupe, Hong Kong, Chine dans le troisième et Singapour dans le quatrième (par ordre d'importance de la population) (voir tableau 1 de l'Appendice). Les économies de Hong Kong, Chine et de Singapour sont très ouvertes. Cela confirme que la "part du commerce" est un indicateur à la fois de taille économique et d'ouverture au commerce extérieur. L'ouverture est censée avoir un effet positif sur le PIB par habitant, ce qui pourrait expliquer la corrélation qui apparaît à la figure 11. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse que nous ferons plus loin de la croissance du PIB. Toutefois, il faudrait approfondir l'analyse pour expliquer complètement les différences entre les figures 10 et 11.

²⁶ Pour l'ensemble des Membres de l'OMC, le coefficient de corrélation est de $-0,05$.

²⁷ Australie, Nouvelle-Zélande et Japon non compris.

²⁸ Il est de $0,58$ si l'on prend en considération l'ensemble des Membres de l'OMC.

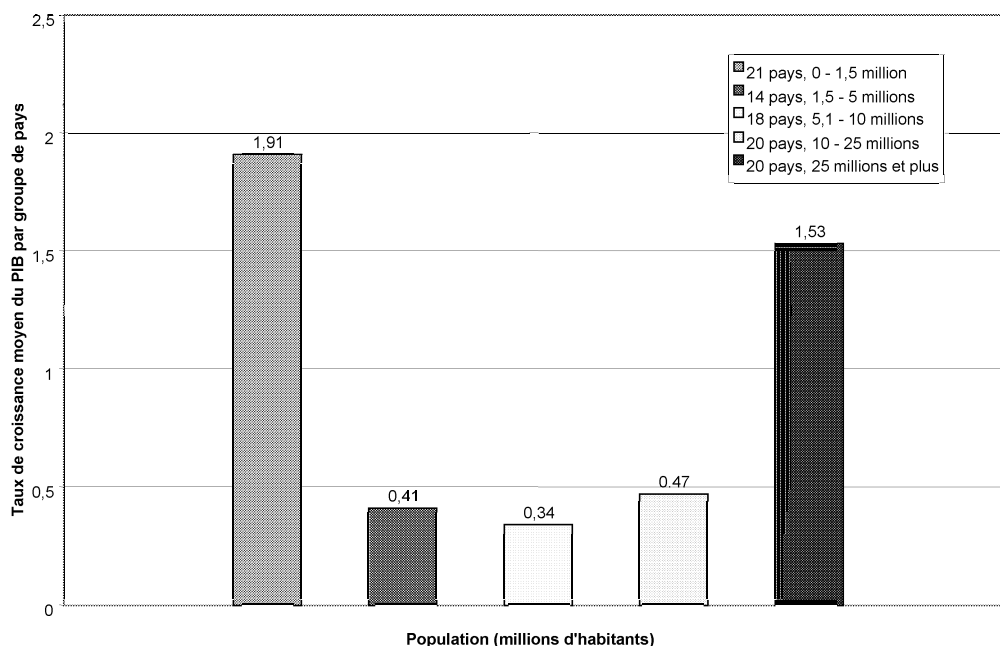
Figure 11: PIB par habitant des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine regroupés en fonction de leur part du commerce OMC²⁹



44. L'analyse économétrique montre que la taille économique n'a pas d'effet significatif sur la croissance du PIB (Easterly et Kraay, 1999). L'étude des données pertinentes pour les Membres de l'OMC semble confirmer cette conclusion. La figure 12 indique le taux de croissance moyen du PIB, sur la période 1980-2000, des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Le coefficient de corrélation est de 0,35 et il tombe à 0,09 si l'on exclut les deux pays très peuplés que sont l'Inde et la Chine. Si l'on emploie la part du commerce OMC comme indicateur de taille économique, le coefficient de corrélation atteint 0,46 pour le groupe concerné. Cette valeur élevée est due essentiellement à la vigueur de l'économie des cinq Membres dont la part du commerce total est la plus élevée (voir paragraphe précédent). Si l'on exclut ces cinq Membres, le coefficient de corrélation tombe à 0,24.

²⁹ Australie, Nouvelle-Zélande et Japon non compris.

Figure 12: Taux de croissance moyen du PIB par habitant des Membres de l'OMC d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine³⁰



45. Easterly et Kraay (1999) proposent une explication de cette faible corrélation entre taille économique et croissance. D'après leur analyse, l'ouverture commerciale a un effet positif sensible sur la croissance. Ils constatent aussi que la volatilité du PIB a un effet négatif sur le taux de croissance. On a déjà montré que les petits pays sont particulièrement ouverts, ce qui stimule l'activité économique et la croissance. En même temps, toutefois, cette ouverture est une des principales raisons de la forte volatilité du PIB qui caractérise les petites économies, volatilité qui est censée être mauvaise pour la croissance. Easterly et Kraay (1999) montrent que les effets positifs et les effets négatifs de l'ouverture se compensent plus ou moins dans le cas des petits pays. Ils constatent donc que la taille d'un pays n'a pas d'effet significatif sur la croissance.

46. Toutefois, les petits pays peuvent avoir plus de mal à s'adapter à une modification du régime de commerce international que les grands pays. En d'autres termes, le fait d'avoir un régime de commerce extérieur ouvert est généralement bénéfique pour les petites économies, mais il peut être difficile de modifier ce régime, en raison du manque de diversification des exportations. Si une modification de l'environnement commercial entraîne une contraction de la demande du principal produit d'exportation d'un petit pays, il est probable que cela se répercutera sur l'ensemble de l'activité du secteur privé. Il y a là une externalité qui crée une difficulté d'ajustement supplémentaire dans des économies déjà caractérisées par une faible diversification des exportations.³¹ En même temps, il peut être plus difficile à une petite économie de développer ses exportations d'autres produits ou services. On peut accroître les exportations soit en développant les activités d'exportation existantes soit en exportant de nouveaux produits ou services. Moins une économie est diversifiée, plus il est probable qu'elle devra trouver de nouveaux créneaux. Selon certains auteurs, il est plus coûteux et aléatoire de se lancer dans une nouvelle activité d'exportation que de développer une activité d'exportation

³⁰ Australie, Japon et Nouvelle-Zélande non compris.

³¹ Voir Rama (1999) et Bacchetta et Jansen (2002).

existante.³² En conséquence, une modification de la politique commerciale peut provoquer des problèmes d'ajustement plus sérieux dans les pays dont les exportations sont peu diversifiées.

VI. CONCLUSIONS

47. Dans la présente note, nous avons exposé et analysé les données concernant les relations entre la taille économique et certains indicateurs économiques dans le cas des Membres de l'OMC. Nous avons examiné en particulier le rôle du coût du transport et des économies d'échelle et leur incidence sur la compétitivité des petites économies. Nous avons cherché à déterminer si la taille d'un pays a une incidence sur sa dépendance à l'égard du commerce extérieur et sur la diversification de ses exportations. Nous avons aussi examiné la question de la vulnérabilité en analysant la relation entre taille économique et volatilité des recettes d'exportation et du PIB. Enfin, nous avons passé en revue les données concernant la relation entre la taille d'un pays et sa performance économique (PIB par habitant et croissance du PIB par habitant).

48. Notre analyse donne à penser que la petitesse limite les possibilités de diversification. En conséquence, les petits pays Membres de l'OMC sont généralement plus tributaires du commerce extérieur que les autres. Les données relatives à la diversification des exportations montrent aussi qu'en général leurs exportations consistent en un petit nombre de produits ou de services.

49. Le coût du transport dépend plus de la situation géographique que de la taille d'un pays. En général, il est plus élevé dans les pays enclavés que dans les pays insulaires, et il est plus élevé dans ces derniers que dans les pays continentaux non enclavés. Parmi les Membres de l'OMC, la plupart des pays insulaires sont peu peuplés, tandis que les pays enclavés sont généralement assez peuplés.

50. Nous avons cherché à évaluer la vulnérabilité des petites économies en analysant les relations entre la taille d'un pays et la volatilité de ses recettes d'exportation et de son PIB. Nous avons constaté qu'il n'y a pas de corrélation inverse significative entre la volatilité des recettes d'exportation et la taille d'une économie. Ce résultat confirme les conclusions de plusieurs études récentes. Toutefois, comme les petites économies sont en général très ouvertes, l'exportation et l'importation représentent une grande partie de leur activité. Une variation même minime de la demande ou du cours mondiaux de leurs produits d'exportation peut donc avoir un impact très fort sur leur économie. Notre analyse confirme que la volatilité du PIB diminue lorsque le poids économique d'un pays augmente. Cela montre que les petites économies opèrent en effet dans un environnement économique plus instable.

51. L'instabilité peut être un facteur négatif pour le fonctionnement d'une économie, mais il n'en résulte pas que les petits pays soient systématiquement plus pauvres que les grands. Cette conclusion confirme aussi les résultats de la littérature, à savoir que la taille d'une économie n'a pas d'effet significatif sur le taux de croissance du PIB par habitant.

52. Toutefois, les petites économies peuvent avoir plus de difficultés à s'adapter en cas de modification du régime de politique commerciale, à cause du manque de diversification de leurs exportations. Si une modification de ce régime entraîne une contraction de la demande du principal produit ou service d'exportation d'une petite économie, il est probable que cela se répercutera sur l'activité de l'ensemble du secteur privé. En outre, il peut être difficile à une petite économie de développer ses exportations d'autres produits ou services.

³² Voir Bacchetta et Jansen (2002).

BIBLIOGRAPHIE

Alesina, A. et E. Spolaore (1997), "On the Number and Size of Nations." *Quarterly Journal of Economics*. Novembre 1997.

Armstrong, H.W., R.J. de Kervenoael, X. Li et R. Read (1998), "A Comparison of the Economic Performance of Different Micro-states, and Between Micro-states and Larger Countries", *World Development*, 26(4):639-56.

Brautigam, D. et M. Woolcock (2001), "Small States in a Global Economy", WIDER Discussion Paper 2001/37.

CNUCED (2001): "Handbook of Statistics", Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.

Clark, X., D. Dollar et A. Micco (2002), "Maritime Transport Costs and Port Efficiency", World Bank Working Paper 2781, Banque mondiale, Washington D.C.

Collier, P. et D. Dollar (1999), "Aid, Risk and Special Concerns of Small States", document présenté à la Conférence des petits États, Sainte-Lucie, 17-19 février.

Davenport, M. (2001), "A Study of Alternative Special and Differential Arrangements for Small Economies", Interim Report, Secrétariat du Commonwealth.

Easterly, W. et A. Kraay (1999), "Small States, Small Problems?", World Bank Working Paper 2139, Banque mondiale, Washington D.C.

Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États (2000), "Small States: Meeting Challenges in the Global Economy", rapport du Secrétariat du Commonwealth, Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États.

Limão, N. et A. Venables (1999), "Infrastructure, Geographical Disadvantage and Transport Costs", World Bank Working Paper 2257, Banque mondiale, Washington D.C.

Pratten, Cliff (1988), "A Survey of the Economies of Scale", chapitre deux dans "*Research on the Cost of Non-Europe: Basic Findings*", Volume 2 of Studies on the Economics of Integration, Commission des Communautés européennes.

Radelet, S. et J. Sachs (1998), "Shipping Costs, Manufactured Exports and Economic Growth" document ronéotypé, Harvard Institute for International Development.

Rama, M. (1999), "Public Sector Downsizing: An Introduction", *The World Bank Economic Review*, 13(1):1-22.

Srinivasan T.N. (1986), "The Costs and Benefits of Being a Small, Remote, Island, Landlocked or Ministate Economy." *World Bank Research Observer*, 1(2), 205-218.

Streeten, P. (1993), "The Special Problems of Small Countries", *World Development*, 21(2):197-202.

ANNEXE: DONNÉES DE RÉFÉRENCE

Tableau 1: Données démographiques des Membres de l'OMC classées selon la taille de la population (en 2000)

	Membres	0-1,5		Membres	1,51-5		Membres	5,1-10		Membres	10,1-25		Membres	25,1>
1	Liechtenstein	32 000	31	Botswana	1 602 000	58	Géorgie	5 024 000	84	Portugal	10 008 000	113	Pérou	25 661 000
2	Saint-Kitts-et-Nevis	41 000	32	Namibie	1 757 000	59	Sierra Leone*	5 031 000	85	Hongrie	10 022 000	114	Maroc	28 705 000
3	Antigua-et-Barbuda	68 000	33	Koweït	1 984 400	60	Nicaragua	5 071 000	86	Zambie*	10 089 000	115	Kenya	30 092 000
4	Dominique	73 000	34	Slovénie	1 988 000	61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 130 000	87	Belgique	10 252 000	116	Canada	30 750 000
5	Grenade	98 000	35	Lesotho*	2 035 000	62	Finlande	5 177 000	88	République tchèque	10 273 300	117	Tanzanie*	33 696 000
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines	115 000	36	Lettonie	2 372 000	63	Danemark	5 336 000	89	Malawi*	10 311 000	118	Argentine	37 032 000
7	Sainte-Lucie	156 000	37	Oman	2 395 000	64	République slovaque	5 401 790	90	Grèce	10 560 000	119	Pologne	38 650 000
8	Belize	240 000	38	Mongolie	2 398 000	65	Paraguay	5 496 000	91	Niger*	10 832 000	120	Espagne	39 465 000
9	Barbade	267 000	39	Jamaïque	2 633 000	66	Israël	6 233 210	92	Mali*	10 840 000	121	Colombie	42 299 300
10	Maldives*	276 000	40	Mauritanie*	2 665 000	67	Bénin*	6 272 000	93	Cuba	11 188 000	122	Afrique du Sud	42 800 992
11	Islande	281 000	41	Panama	2 856 000	68	El Salvador	6 276 000	94	Burkina Faso*	11 274 000	123	Corée, Rép. de	47 275 000
12	Brunéi	338 000	42	Émirats arabes unis	2 905 080	69	Honduras	6 417 000	95	Guatemala	11 385 300	124	Myanmar*	47 749 000
13	Malte	390 000	43	Congo, Rép. de	3 018 000	70	Hong Kong, Chine	6 797 000	96	Zimbabwe	12 627 000	125	Congo, Rép. dém.*	
14	Suriname	417 000	44	Uruguay	3 337 000	71	Burundi*	6 807 000	97	Équateur	12 646 000	126	Italie	57 690 000
15	Macao, Chine	438 000	45	Albanie	3 411 000	72	Suisse	7 180 000	98	Angola*	13 134 000	127	France	58 892 000
16	Luxembourg	438 400	46	Lituanie	3 695 000	73	Guinée*	7 415 000	99	Cameroun	14 876 000	128	Royaume-Uni	59 738 900
17	Îles Salomon*	447 000	47	République centrafricaine*	3 717 000	74	Tchad*	7 694 000	100	Chili	15 211 300	129	Thaïlande	60 728 000
18	Qatar	584 890	48	Irlande	3 794 000	75	Haïti*	7 959 000	101	Madagascar*	15 523 000	130	Égypte, Rép. arabe d'	63 976 000
19	Djibouti*	632 000	49	Costa Rica	3 811 000	76	Autriche	8 110 240	102	Pays-Bas	15 919 000	131	Turquie	65 293 000
20	Bahreïn	691 000	50	Nouvelle-Zélande	3 830 800	77	Bulgarie	8 166 960	103	Côte d'Ivoire	16 013 000	132	Philippines	75 580 000
21	Chypre	757 000	51	Singapour	4 018 000	78	Bolivie	8 328 700	104	Mozambique*	17 691 000	133	Allemagne	82 150 000
22	Guyana	761 000	52	Moldova	4 282 000	79	République dominicaine	8 373 000	105	Australie	19 182 000	134	Mexique	97 966 000
23	Fidji	811 900	53	Croatie	4 380 000	80	Rwanda*	8 508 000	106	Ghana	19 306 000	135	Japon	126 870 000
24	Swaziland	1 045 000	54	Norvège	4 491 000	81	Suède	8 869 000	107	Sri Lanka	19 359 000	136	Nigéria	126 910 000
25	Maurice	1 186 140	55	Togo*	4 527 000	82	Sénégal	9 530 000	108	Ouganda*	22 210 000	137	Bangladesh*	131 050 000
26	Guinée-Bissau*	1 199 000	56	Jordanie	4 886 810	83	Tunisie	9 563 500	109	Taipei chinois	22 400 000	138	Pakistan	138 080 000
27	Gabon	1 230 000	57	République kirghize	4 915 000				110	Roumanie	22 435 000	139	Brésil	170 406 000
28	Trinité-et-Tobago	1 301 000							111	Malaisie	23 270 000	140	Indonésie	210 420 992
29	Gambie*	1 303 000							112	Venezuela, RB	24 170 000	141	États-Unis	281 550 016
30	Estonie	1 369 000										142	Inde	1 015 923 008
												143	Chine	1 262 460 032

* Indique les pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.
Note: Les estimations concernant la population du Taipei chinois sont tirées de EIU 2001.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 2: PIB, superficie et part du commerce relevant de l'OMC^a des Membres de l'OMC, 2000
A. Membres ayant moins de 1,5 million d'habitants

Rang	Membres	PIB, PPA (millions, dollars internationaux courants)	Superficie (km ²)	Part du commerce relevant de l'OMC
1	Liechtenstein	1 216	160	n.d.
2	Saint-Kitts-et-Nevis	513	360	0,003
3	Antigua-et-Barbuda	717	440	0,007
4	Dominique	268	750	0,002
5	Grenade	743	340	0,003
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines	639	390	0,003
7	Sainte-Lucie	890	610	0,006
8	Belize	1 346	22 800	0,006
9	Barbade	4 137	430	0,020
10	Maldives*	1 238	300	0,006
11	Islande	8 312	100 250	0,045
12	Brunéi	1 707	5 270	0,038
13	Malte	6 736	320	0,049
14	Suriname	1 584	156 000	0,007
15	Macao, Chine	7 967	24	0,054
16	Luxembourg	21 947	2 586	n.d.
17	Îles Salomon*	737	27 990	0,003
18	Qatar	12 628	11 000	0,083
19	Djibouti*	513	23 180	0,002
20	Bahreïn	10 053	690	0,069
21	Chypre	15 764	9 240	0,061
22	Guyana	3 016	196 850	0,012
23	Fidji	3 790	18 270	0,015
24	Swaziland	4 694	17 200	0,016
25	Maurice	11 882	2 030	0,039
26	Guinée-Bissau*	905	28 120	0,001
27	Gabon	7 672	257 670	0,033
28	Trinité-et-Tobago	11 663	5 130	0,047
29	Gambie*	2 149	10 000	0,003
30	Estonie	13 780	42 270	0,064

a Exportations et importations de marchandises et de services commerciaux.

Note: Les données concernant la superficie de Macao, Chine sont tirées de EIU 2000.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 2: PIB, superficie et part du commerce relevant de l'OMC^a des Membres de l'OMC, 2000
B. Membres ayant entre 1,51 et 5 millions d'habitants

Rang	Membres	PIB, PPA (millions, dollars internationaux courants)	Superficie (km ²)	Part du commerce relevant de l'OMC
31	Botswana	11 508	566 730	0,039
32	Namibie	11 300	823 290	0,027
33	Koweït	31 351	17 820	0,192
34	Slovénie	34 526	20 120	0,161
35	Lesotho*	4 133	30 350	0,008
36	Lettonie	16 711	62 050	0,049
37	Oman	19 748	212 460	0,105
38	Mongolie	4 277	1 566 500	0,009
39	Jamaïque	9 582	10 830	0,055
40	Mauritanie*	4 468	1 025 220	0,006
41	Panama	17 137	74 430	0,115
42	Émirats arabes unis	48 855	83 600	0,538
43	Congo, Rép. de	2 196	341 500	0,021
44	Uruguay	30 150	175 020	0,058
45	Albanie	11 959	27 400	0,012
46	Lituanie	26 257	64 800	0,077
47	République centrafricaine*	4 355	622 980	0,003
48	Irlande	113 311	68 890	1,205
49	Costa Rica	32 963	51 060	0,114
50	Nouvelle-Zélande	76 884	267 990	0,244
51	Singapour	93 846	610	1,980
52	Moldova	9 032	32 910	0,012
53	Croatie	35 441	55 920	0,134
54	Norvège	134 362	306 830	0,823
55	Togo*	6 526	54 390	0,008
56	Jordanie	19 380	88 930	0,063
57	République kirghize	13 324	191 800	0,010

a Exportations et importations de marchandises et de services commerciaux.

Note: Les données concernant le PIB des Émirats arabes unis et de l'Oman sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 1998.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 2: PIB, superficie et part du commerce relevant de l'OMC^a des Membres de l'OMC, 2000
C. Membres ayant entre 5,1 et 10 millions d'habitants

Rang	Membres	PIB, PPA (millions, dollars internationaux courants)	Superficie (km ²)	Part du commerce relevant de l'OMC
58	Géorgie	13 386	69 700	0,013
59	Sierra Leone*	2 467	71 620	0,003
60	Nicaragua	11 999	121 400	0,020
61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	11 698	452 860	0,030
62	Finlande	129 405	304 590	0,644
63	Danemark	147 417	42 430	0,920
64	République slovaque	60 735	48 080	0,199
65	Paraguay	24 325	397 300	0,052
66	Israël	125 481	20 620	0,570
67	Bénin*	6 212	110 620	0,010
68	El Salvador	28 226	20 720	0,059
69	Honduras	15 743	111 890	0,039
70	Hong Kong, Chine	170 964	1 098	3,164
71	Burundi*	4 021	25 680	0,001
72	Suisse	206 561	39 550	1,641
73	Guinée*	14 696	245 720	0,012
74	Tchad*	6 704	1 259 200	0,006
75	Haïti*	11 677	27 560	0,011
76	Autriche	217 075	82 730	1,378
77	Bulgarie	46 630	110 550	0,094
78	Bolivie	20 190	1 084 380	0,025
79	République dominicaine	50 515	48 380	0,128
80	Rwanda*	8 024	24 670	0,003
81	Suède	215 312	411 620	1,441
82	Sénégal	14 386	192 530	0,023
83	Tunisie	60 849	155 360	0,127

a Exportations et importations de marchandises et de services commerciaux.

Note: Les données concernant le PIB de Hong Kong, Chine sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 1999.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 2: PIB, superficie et part du commerce relevant de l'OMC^a des Membres de l'OMC, 2000
D. Membres ayant entre 10,1 et 25 millions d'habitants

Rang	Membres	PIB, PPA (millions, dollars internationaux courants)	Superficie (km²)	Part du commerce relevant de l'OMC
84	Portugal	173 033	91 500	0,572
85	Hongrie	124 431	92 340	0,418
86	Zambie*	7 868	743 390	0,019
87	Belgique ^b	278 629	32 820	2,838
88	République tchèque	143 734	77 280	0,501
89	Malawi*	6 336	94 080	0,008
90	Grèce	174 252	128 900	0,416
91	Niger*	8 079	1 266 700	0,005
92	Mali*	8 640	1 220 190	0,010
93	Cuba	24 099	109 820	0,069
94	Burkina Faso*	11 005	273 600	0,005
95	Guatemala	43 501	108 430	0,063
96	Zimbabwe	33 270	386 850	0,043
97	Équateur	40 506	276 840	0,077
98	Angola*	28 726	1 246 700	0,073
99	Cameroun	25 334	465 400	0,033
100	Chili	143 242	748 800	0,291
101	Madagascar*	13 041	581 540	0,015
102	Pays-Bas	408 436	33 880	3,493
103	Côte d'Ivoire	26 100	318 000	0,064
104	Mozambique*	15 101	784 090	0,014
105	Australie	492 850	7 682 300	1,147
106	Ghana	37 913	227 540	0,043
107	Sri Lanka	68 330	64 630	0,094
108	Ouganda*	26 839	197 100	0,019
109	Taipei chinois	313 900	36 000	2,039
110	Roumanie	144 098	230 340	0,168
111	Malaisie	211 019	328 550	1,276
112	Venezuela, RB	140 036	882 050	0,317

a Exportations et importations de marchandises et de services commerciaux.

b Se rapporte à la Belgique et au Luxembourg en ce qui concerne la part du commerce relevant de l'OMC.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 2: PIB, superficie et part du commerce relevant de l'OMC^a des Membres de l'OMC, 2000
E. Membres ayant plus de 25 millions d'habitants

Rang	Membres	PIB, PPA (millions, dollars internationaux courants)	Superficie (km ²)	Part du commerce relevant de l'OMC
113	Pérou	123 157	1 280 000	0,127
114	Maroc	101 798	446 300	0,157
115	Kenya	30 752	569 140	0,044
116	Canada	856 090	9 220 970	3,958
117	Tanzanie*	17 606	883 590	0,024
118	Argentine	458 344	2 736 690	0,465
119	Pologne	349 838	304 420	0,697
120	Espagne	768 454	499 440	2,430
121	Colombie	264 267	1 038 700	0,212
122	Afrique du Sud	402 380	1 221 040	0,482
123	Corée, Rép. de	821 652	98 730	2,373
124	Myanmar*	348 484	657 550	0,032
125	Congo, Rép. dém.*	36 877	2 267 050	0,024
126	Italie	1 363 003	294 110	4,150
127	France	1 426 548	550 100	5,291
128	Royaume-Uni	1 404 385	240 880	5,742
129	Thaïlande	388 792	510 890	0,954
130	Égypte, Rép. arabe d'	232 539	995 450	0,260
131	Turquie	455 336	769 630	0,762
132	Philippines	300 136	298 170	0,556
133	Allemagne	2 062 239	356 680	8,951
134	Mexique	883 974	1 908 690	2,276
135	Japon	3 394 373	364 500	6,381
136	Nigéria	113 663	910 770	0,185
137	Bangladesh*	209 928	130 170	0,106
138	Pakistan	266 159	770 880	0,153
139	Brésil	1 299 353	8 456 510	0,929
140	Indonésie	640 345	1 811 570	0,776
141	États-Unis	9 612 680	9 158 960	15,954
142	Inde	2 395 376	2 973 190	0,853
143	Chine	5 019 395	9 327 420	3,166

a Exportations et importations de marchandises et de services commerciaux.

Note: Les données concernant le PIB du Myanmar et de la République démocratique du Congo sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 1995 et 1998, respectivement.

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Tableau 3: Frais de transport exprimés sous forme de ratios c.a.f.-f.a.b., ventilés par groupe de population

	Membres	ESL	I	c.a.f./f.a.b.		ESL	I	c.a.f./f.a.b.		ESL	I	c.a.f./f.a.b.		ESL	I	c.a.f./f.a.b.		25,1>	ESL	I	c.a.f./f.a.b.
1	Liechtenstein	X			31	Botswana	X	17,60%	58	Géorgie			84	Portugal		10,30%	113	Pérou			20,00%
2	Saint-Kitts-et-Nevis		X		32	Namibie		3,17%	59	Sierra Leone*		13,61%	85	Hongrie	X	0,09%	114	Maroc			9,89%
3	Antigua-et-Barbuda		X	10,00%	33	Koweït		15,07%	60	Nicaragua		12,35%	86	Zambie*	X	2,63%	115	Kenya			16,30%
4	Dominique		X		34	Slovénie			61	Papouasie-Nouvelle-Guinée		X	87	Belgique		3,10%	116	Canada			2,50%
5	Grenade		X	11,70%	35	Lesotho*	X	3,70%	62	Finlande			88	République tchèque	X	3,93%	117	Tanzanie*			17,60%
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines		X	10,00%	36	Lettonie			63	Danemark			89	Malawi*	X	66,67%	118	Argentine			9,10%
7	Sainte-Lucie		X	10,00%	37	Oman		12,00%	64	République slovaque	X		90	Grèce		13,00%	119	Pologne			17,28%
8	Belize			10,00%	38	Mongolie	X		65	Paraguay	X		91	Niger*	X	17,30%	120	Espagne			6,00%
9	Barbade		X	10,00%	39	Jamaïque		X	66	Israël			92	Mali*	X	42,90%	121	Colombie			9,01%
10	Maldives*		X	17,67%	40	Mauritanie*		13,00%	67	Bénin*			93	Cuba		X	122	Afrique du Sud			8,06%
11	Islande		X	10,00%	41	Panama		14,40%	68	El Salvador			94	Burkina Faso*	X	28,20%	123	Corée, Rép. de			5,60%
12	Brunéi				42	Émirats arabes unis		10,00%	69	Honduras			95	Guatemala		12,90%	124	Myanmar*			10,00%
13	Malte		X	11,10%	43	Congo, Rép. de		22,90%	70	Hong Kong, Chine			96	Zimbabwe	X	15,00%	125	Congo, Rép. dém.*			
14	Suriname			12,30%	44	Uruguay		4,80%	71	Burundi*	X		97	Équateur		13,36%	126	Italie			6,90%
15	Macao, Chine		X		45	Albanie			72	Suisse	X		98	Angola*			127	France			3,71%
16	Luxembourg	X			46	Lituanie			73	Guinée*			99	Cameroun		10,00%	128	Royaume-Uni			4,39%
17	Îles Salomon*		X	20,00%	47	République centrafricaine*	X	8,90%	74	Tchad*	X		100	Chili		9,48%	129	Thaïlande			10,80%
18	Qatar			12,00%	48	Irlande		5,00%	75	Haïti*		X	101	Madagascar*		X	130	Égypte, Rép. arabe d'			11,10%
19	Djibouti*				49	Costa Rica		10,70%	76	Autriche	X		102	Pays-Bas		5,60%	131	Turquie			5,70%
20	Bahreïn		X	11,00%	50	Nouvelle-Zélande		9,29%	77	Bulgarie			103	Côte d'Ivoire		24,40%	132	Philippines			7,00%
21	Chypre		X	10,20%	51	Singapour		6,00%	78	Bolivie	X		104	Mozambique*		12,03%	133	Allemagne			2,53%
22	Guyana			10,00%	52	Moldova	X		79	République dominicaine		X	105	Australie		8,92%	134	Mexique			4,70%
23	Fidji		X	33,84%	53	Croatie			80	Rwanda*	X		106	Ghana		6,77%	135	Japon			9,00%
24	Swaziland	X		1,40%	54	Norvège		3,67%	81	Suède			107	Sri Lanka		11,10%	136	Nigéria			10,70%
25	Maurice		X	10,00%	55	Togo*		16,40%	82	Sénégal			108	Ouganda*	X	11,00%	137	Bangladesh*			10,58%
26	Guinée-Bissau*			15,00%	56	Jordanie		12,40%	83	Tunisie			109	Taipei chinois		X	138	Pakistan			9,50%
27	Gabon			21,10%	57	République kirghize	X						110	Roumanie		7,51%	139	Brésil			8,93%
28	Trinité-et-Tobago		X	11,10%									111	Malaisie		10,50%	140	Indonésie			12,00%
29	Gambie*			17,78%									112	Venezuela, RB		11,00%	141	États-Unis			4,27%
30	Estonie			8,28%													142	Inde			11,70%
																	143	Chine			9,00%
	Moyenne c.a.f./f.a.b. par groupe			12,80%				10,68%				13,15%				14,55%					9,13%

Note: Les données concernent 2000 et sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 2002.

* Indique les pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

ESL Signifie État sans littoral, tel que défini par le World Fact Book country report de la CIA.

I Signifie Île, tel que défini par le World Fact Book country report de la CIA.

Notes relatives au tableau 3:

Note 1: Les données sont tirées des SFI - Annuaire 1995, publié par le FMI. Ces chiffres ne permettent pas de mesurer de manière parfaitement exacte le ratio c.a.f./f.a.b. dans la mesure où, dans de nombreux cas, il s'agit d'estimations faites par les services du FMI sur la base de renseignements incomplets. Pour la plupart des pays, les chiffres ne varient pas beaucoup dans le temps, ce qui montre que les services du FMI retiennent un coefficient de conversion c.a.f./f.a.b. constant calculé pour un pays qui n'est révisé que rarement. De fait, pour de nombreux pays, les ratios n'ont pas été mis à jour après 1990 et le FMI a désormais cessé de publier les ratios. C'est pourquoi nous avons utilisé pour nos calculs les données pour 1990, à l'instar de ce qui a été fait dans les publications de Radelet et Rodrik (1998) et de Limão et Venables (1999). On peut aussi calculer les ratios c.a.f./f.a.b. en utilisant les données du Bureau des statistiques des États-Unis, mais ces données refléteraient uniquement les exportations des Membres de l'OMC vers les États-Unis. Il a été souligné dans le corps du texte que les exportations des petits pays sont généralement fortement concentrées sur quelques rares produits tandis que leurs importations sont largement diversifiées. Étant donné que les frais de transport varient en fonction du produit transporté, dans le cas des petits pays les ratios c.a.f./f.a.b. sont très différents suivant qu'il s'agit des exportations ou des importations. Le ratio pour ces dernières donne une mesure plus appropriée des frais de transport découlant des caractéristiques géographiques car il n'est pas biaisé par la prise en compte d'un groupe particulier de produits. Des données plus directes concernant les frais de transport – par exemple provenant d'entreprises de transport – font généralement partie des renseignements commerciaux exclusifs et sont donc difficiles à rassembler de manière systématique pour un grand nombre de pays. Limão et Venables (1999) ont pu utiliser de telles données et sont parvenus à la conclusion que les résultats de l'analyse des ratios c.a.f./f.a.b. sont assez semblables à ceux que l'on obtient en utilisant les données concernant les frais de transport.

Note 2: Le Groupe d'intervention conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale pour les petits États a publié récemment les ratios c.a.f./f.a.b. pour un certain nombre de pays: Kiribati 26%, Comores 24 pour cent, São Tomé 23 pour cent, Tonga 22 pour cent, Vanuatu 20 pour cent, Gabon 20 pour cent, Gambie 20 pour cent, Îles Salomon 20 pour cent, Guinée équatoriale 19 pour cent, Trinité-et-Tobago 18 pour cent, et Seychelles 18 pour cent. Certains de ces chiffres sont très différents de ceux qui figurent dans le tableau ... Le Secrétariat a commandé la publication contenant les données sur lesquelles sont fondés ces chiffres mais ne l'a pas encore reçue.

Tableau 4: Ratios c.a.f.-f.a.b., par groupe de produits

		Ratios c.a.f./f.a.b.
		Moyenne 1999-2001
0	Produits alimentaires et animaux vivants	7,62%
00	Animaux vivants	2,34%
01	Viandes et préparations de viande	4,54%
02	Produits laitiers et œufs d'oiseaux	4,86%
03	Poissons, crustacés, mollusques etc. et préparations	5,28%
04	Céréales et préparations à base de céréales	7,50%
05	Légumes et fruits	14,45%
06	Sucres, préparations à base de sucre et miel	6,87%
07	Café, thé, cacao, épices, et produits dérivés	5,18%
08	Nourriture destinée aux animaux (à l'exclusion des céréales non moulues)	6,76%
09	Produits et préparations alimentaires divers	5,35%
1	Boissons et tabacs	3,00%
11	Boissons	2,91%
12	Tabacs bruts et fabriqués	3,77%
2	Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	7,89%
21	Cuir, peaux et pelleteries, bruts	1,97%
22	Graines et fruits oléagineux	8,38%
23	Caoutchouc brut (y compris le caoutchouc synthétique et le caoutchouc régénéré)	9,33%
24	Liège et bois	5,62%
25	Pâtes à papier et déchets de papier	4,55%
26	Fibres textiles (à l'exception des laines en ruban (tops) et autres laines peignées) et leurs déchets (non transformés en fils ou en tissus)	8,79%
27	Engrais bruts, autres que ceux de la division 56, et minéraux bruts (à l'exclusion du charbon, du pétrole et des pierres précieuses)	23,44%
28	Minerais métallifères et déchets de métaux	7,84%
29	Matières brutes d'origine animale ou végétale	10,29%
3	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	4,96%
32	Houilles, cokes et briquettes	15,29%
33	Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	5,43%
34	Gaz naturel et gaz manufacturé	1,72%
35	Énergie électrique	0,00%
4	Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	6,46%
41	Huiles et graisses d'origine animale	5,00%
42	Graisses et huiles végétales fixes, brutes, raffinées ou fractionnées	6,61%
43	Huiles et graisses animales ou végétales, préparées; cires d'origine animale ou végétale; mélanges ou préparations non alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales, n.d.a.	5,91%

		Ratios c.a.f./f.a.b.
		Moyenne 1999-2001
5	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	2,88%
51	Produits chimiques organiques	2,31%
52	Produits chimiques inorganiques	5,92%
53	Produits pour teinture et tannage et colorants	3,27%
54	Produits médicaux et pharmaceutiques	0,86%
55	Huiles essentielles, résinoïdes et produits de parfumerie; préparations pour la toilette, produits d'entretien et détergers	3,40%
56	Engrais (autres que ceux du groupe 272)	6,84%
57	Matières plastiques sous formes primaires	4,22%
58	Matières plastiques sous formes autres que primaires	4,55%
59	Matières et produits chimiques, n.d.a.	3,79%
6	Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	5,10%
61	Cuirs et peaux préparés et ouvrages en cuir, n.d.a., et pelleteries apprêtées	3,97%
62	Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	5,62%
63	Ouvrages en liège et en bois (à l'exclusion des meubles)	6,42%
64	Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	4,69%
65	Fils, tissus, articles textiles façonnés, n.d.a., et produits connexes	5,13%
66	Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	5,57%
67	Fer et acier	8,09%
68	Métaux non ferreux	1,70%
69	Articles manufacturés en métal, n.d.a.	5,24%
7	Machines et matériel de transport	1,90%
71	Machines génératrices, moteurs et leur équipement	1,55%
72	Machines et appareils spécialisés pour industries particulières	2,82%
73	Machines et appareils pour le travail des métaux	3,02%
74	Machines et appareils industriels d'applications générales, n.d.a., et parties et pièces détachées, n.d.a., de machines, d'appareils et d'engins	3,04%
75	Machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information	2,02%
76	Appareils et équipement de télécommunication et pour l'enregistrement et la reproduction du son	1,78%
77	Machines et appareils électriques, n.d.a., et leurs parties et pièces détachées électriques (y compris les équivalents non électriques, n.d.a., de machines et appareils électriques à usage domestique)	1,82%
78	Véhicules routiers (y compris les véhicules à coussin d'air)	1,74%
79	Autre matériel de transport	0,78%
8	Articles manufacturés divers	4,67%
81	Constructions préfabriquées, appareils sanitaires et appareillage de plomberie, de chauffage et d'éclairage, n.d.a.	8,22%
82	Meubles et leurs parties; articles de literie, matelas, sommiers, coussins et articles similaires rembourrés ou garnis intérieurement	8,37%
83	Articles de voyage, sacs à main et contenants similaires	8,01%
84	Vêtements et accessoires du vêtement	4,18%

		Ratios c.a.f./f.a.b.
		Moyenne 1999-2001
85	Chaussures	5,15%
87	Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	1,56%
88	Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a.; montres et horloges	2,27%
89	Articles manufacturés divers, n.d.a.	5,05%
9	Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI	0,99%
93	Transactions spéciales et articles spéciaux non classés par catégorie	1,45%
95	Monnaies, y compris or	0,48%
96	Monnaies (autres que les pièces d'or) n'ayant pas cours légal	1,71%
97	Or, à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)	0,08%
98	Estimation des transactions à l'importation de faible valeur	0,00%

Source: Bureau des statistiques des États-Unis. Classification à un chiffre et deux chiffres de la CTCI, Rev.3.

Tableau 5: Ouverture au commerce et volatilité des recettes d'exportation
A. Membres ayant moins de 1,5 million d'habitants

Rang	Membres	Part en % du commerce dans le PIB	Volatilité des recettes d'exportation
1	Liechtenstein	n.d.	n.d.
2	Saint-Kitts-et-Nevis	60,97	10,527
3	Antigua-et-Barbuda	80,68	15,261
4	Dominique	61,01	17,010
5	Grenade	62,42	11,505
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines	60,40	13,440
7	Sainte-Lucie	64,24	11,053
8	Belize	55,15	7,322
9	Barbade	55,20	8,276
10	Maldives*	98,89	8,870
11	Islande	39,38	9,858
12	Brunéi	n.d.	15,307
13	Malte	n.d.	13,297
14	Suriname	21,93	20,832
15	Macao, Chine	60,04	10,493
16	Luxembourg	106,51	n.d.
17	Îles Salomon*	n.d.	15,216
18	Qatar	n.d.	21,894
19	Djibouti*	n.d.	12,720
20	Bahreïn	n.d.	14,435
21	Chypre	n.d.	11,710
22	Guyana	102,90	11,570
23	Fidji	56,96	11,676
24	Swaziland	84,83	19,935
25	Maurice	65,83	15,520
26	Guinée-Bissau*	30,25	44,878
27	Gabon	46,12	20,920
28	Trinité-et-Tobago	57,09	14,139
29	Gambie*	54,53	17,724
30	Estonie	94,13	20,442

* Se rapporte aux pays les moins avancés tel que définis par l'Organisation des Nations Unies.

On calcule la part du commerce dans le PIB en faisant la somme des importations et des exportations de biens et de services et en la divisant par deux.

La moyenne de la période 1997-1999 a été retenue, sauf indication contraire, et on a utilisé le dollar EU constant de 1995.

La volatilité des recettes d'exportation a été calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance des recettes d'exportation (biens et services, prix courants). Les données pour la période 1981-2001 ont été utilisées. Aucune donnée n'était disponible pour le Luxembourg seul en ce qui concerne la volatilité des recettes d'exportation; ces données ont donc été groupées avec celles de la Belgique. Voir la catégorie Belgique (Belgique + Luxembourg).

Le calcul concernant la volatilité des recettes d'exportation pour la Guinée-Bissau prend en compte des données depuis 1983.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 5: Ouverture au commerce et volatilité des recettes d'exportation
B. Membres ayant entre 1,51 et 5 millions d'habitants

Rang	Membres	Part en % du commerce dans le PIB	Volatilité des recettes d'exportation
31	Botswana	39,92	22,708
32	Namibie	54,42	7,523
33	Koweït	n.d.	77,700
34	Slovénie	61,46	8,755
35	Lesotho*	63,32	21,807
36	Lettonie	60,22	11,858
37	Oman	n.d.	22,439
38	Mongolie	n.d.	16,995
39	Jamaïque	53,76	9,418
40	Mauritanie*	42,72	13,082
41	Panama	40,43	10,269
42	Émirats arabes unis	n.d.	17,746
43	Congo, Rép. de	71,09	15,896
44	Uruguay	21,19	10,391
45	Albanie	24,35	38,401
46	Lituanie	74,58	12,840
47	République centrafricaine*	n.d.	8,333
48	Irlande	85,46	14,805
49	Costa Rica	47,62	10,948
50	Nouvelle-Zélande	31,79	8,604
51	Singapour	n.d.	13,603
52	Moldova	86,57	13,327
53	Croatie	48,00	6,044
54	Norvège	37,93	10,588
55	Togo*	40,31	16,049
56	Jordanie	57,09	8,740
57	République kirghize	29,24	10,452

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

On calcule la part du commerce dans le PIB en faisant la somme des importations et des exportations de biens et de services et en la divisant par deux.

La moyenne de la période 1997-1999 a été retenue, sauf indication contraire, et on a utilisé le dollar EU constant de 1995.

La volatilité des recettes d'exportation a été calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance des recettes d'exportation (biens et services, prix courants). Les données pour la période 1981-2001 ont été utilisées. Pour la Slovénie et la Croatie, les données concernant la volatilité des recettes d'exportation portent sur la période 1993-2001.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 5: Ouverture au commerce et volatilité des recettes d'exportation
C. Membres ayant entre 5,1 et 10 millions d'habitants

Rang	Membres	Part en % du commerce dans le PIB	Volatilité des recettes d'exportation
58	Géorgie	45,903	9,685
59	Sierra Leone*	20,319	18,976
60	Nicaragua	60,555	17,275
61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	49,865	14,442
62	Finlande	36,786	12,099
63	Danemark	36,025	11,104
64	République slovaque	69,650	15,370
65	Paraguay	31,470	22,294
66	Israël	41,431	8,570
67	Bénin*	24,948	33,258
68	El Salvador	34,347	15,681
69	Honduras	44,595	9,211
70	Hong Kong, Chine	153,416	11,017
71	Burundi*	22,092	31,854
72	Suisse	37,617	9,680
73	Guinée*	21,805	10,788
74	Tchad*	22,650	28,666
75	Haïti*	24,070	49,068
76	Autriche	44,395	10,565
77	Bulgarie	55,181	16,113
78	Bolivie	25,717	12,566
79	République dominicaine	34,039	32,666
80	Rwanda*	17,670	24,428
81	Suède	43,785	11,005
82	Sénégal	35,790	11,799
83	Tunisie	44,184	11,150

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

On calcule la part du commerce dans le PIB en faisant la somme des importations et des exportations de biens et de services et en la divisant par deux.

La moyenne de la période 1997-1999 est retenue, sauf indication contraire, et on a utilisé le dollar EU constant de 1995.

La volatilité des recettes d'exportation a été calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance des recettes d'exportation (biens et services, prix courants). Les données pour la période 1981-2001 ont été utilisées. Pour la République slovaque, les données concernant la volatilité des recettes d'exportation se rapportent à la période 1994-2001.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 5: Ouverture au commerce et volatilité des recettes d'exportation
D. Membres ayant entre 10,1 et 25 millions d'habitants

Rang	Membres	Part en % du commerce dans le PIB	Volatilité des recettes d'exportation
84	Portugal	37,658	11,771
85	Hongrie	54,194	16,642
86	Zambie*	40,912	15,032
87	Belgique	71,606	10,965
88	République tchèque	70,586	17,326
89	Malawi*	42,559	15,961
90	Grèce	25,605	10,750
91	Niger*	20,457	17,914
92	Mali*	32,870	13,577
93	Cuba	n.d.	16,452
94	Burkina Faso*	22,954	18,635
95	Guatemala	24,696	10,053
96	Zimbabwe	43,662	9,375
97	Équateur	27,926	10,527
98	Angola*	n.d.	24,308
99	Cameroun	28,838	12,188
100	Chili	32,017	13,323
101	Madagascar*	29,589	12,183
102	Pays-Bas	59,505	9,710
103	Côte d'Ivoire	40,067	12,311
104	Mozambique*	27,879	16,452
105	Australie	21,561	9,469
106	Ghana	46,060	18,839
107	Sri Lanka	43,032	10,351
108	Ouganda*	19,528	28,270
109	Taïpei chinois	n.d.	11,587
110	Roumanie	39,389	16,829
111	Malaisie	92,031	12,568
112	Venezuela, RB	27,767	21,025

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

On calcule la part du commerce dans le PIB en faisant la somme des importations et des exportations de biens et de services et en la divisant par deux.

La moyenne de la période 1997-1999 est retenue, sauf indication contraire, et on a utilisé le dollar EU constant de 1995.

La volatilité des recettes d'exportation a été calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance des recettes d'exportation (biens et services, prix courants). Les données pour la période 1981-2001 ont été utilisées.

La part de la Belgique dans le commerce de l'OMC correspond à la part de la Belgique et du Luxembourg.

Les données pour la République tchèque concernant la volatilité des recettes d'exportation portent sur la période 1994-2001.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 5: Ouverture au commerce et volatilité des recettes d'exportation
E. Membres ayant plus de 25 millions d'habitants

Rang	Membres	Part en % du commerce dans le PIB	Volatilité des recettes d'exportation
113	Pérou	16,499	11,649
114	Maroc	31,890	10,061
115	Kenya	31,402	10,450
116	Canada	42,317	6,123
117	Tanzanie*	19,707	16,217
118	Argentine	11,908	13,435
119	Pologne	31,604	15,151
120	Espagne	28,190	8,785
121	Colombie	18,443	14,819
122	Afrique du Sud	24,027	9,211
123	Corée, Rép. de	36,802	12,291
124	Myanmar*	n.d.	28,867
125	Congo, Rép. dém.*	27,536	23,187
126	Italie	27,058	10,123
127	France	24,878	9,549
128	Royaume-Uni	32,782	8,314
129	Thaïlande	42,703	13,178
130	Égypte, Rép. arabe d'	22,821	11,095
131	Turquie	28,644	17,317
132	Philippines	42,407	12,492
133	Allemagne	28,516	10,678
134	Mexique	39,730	11,135
135	Japon	9,125	8,894
136	Nigéria	46,378	31,193
137	Bangladesh*	14,992	11,857
138	Pakistan	16,831	9,472
139	Brésil	9,487	11,260
140	Indonésie	27,892	13,216
141	États-Unis	13,653	7,452
142	Inde	13,430	6,752
143	Chine	16,458	10,709

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

On calcule la part du commerce dans le PIB en faisant la somme des importations et des exportations de biens et de services et en la divisant par deux.

La moyenne de la période 1997-1999 est retenue, sauf indication contraire, et on a utilisé le dollar EU constant de 1995.

La volatilité des recettes d'exportation a été calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance des recettes d'exportation (biens et services, prix courants). Les données pour la période 1981-2001 ont été utilisées. Pour la Chine, les années antérieures à 1983 n'ont pas été prises en compte dans le calcul de la volatilité des recettes d'exportation.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 6: Concentration des exportations de produits et services des Membres de l'OMC
(en pourcentage des exportations de biens et de services, moyennes 1998 et 1999)

A. Membres ayant moins de 1,5 million d'habitants

Rang	Membres	Premier produit ou service	Deuxième produit ou service
1	Liechtenstein	n.d.**	n.d.**
2	Saint-Kitts-et-Nevis	n.d.**	n.d.**
3	Antigua-et-Barbuda	n.d.**	n.d.**
4	Dominique	32,4 (voyages)	23,5 (autres services)
5	Grenade**	45,7 (voyages)	20,6 (autres services)
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines**	45,3 (voyages)	17,9 (autres services)
7	Sainte-Lucie	72,9 (voyages)	10,9 (fruits, frais, séchés)
8	Belize	31,8 (voyages)	17,1 (sucre et miel)
9	Barbade	55,2 (voyages)	21,6 (autres services)
10	Maldives*	72,1 (voyages)	8,4 (poisson frais, réfrigéré, congelé)
11	Islande	25,3 (poisson frais, réfrigéré et congelé)	15,5 (transport)
12	Brunéi	n.d.**	n.d.**
13	Malte	34,9 (transistors, valves, etc.)	21,54 (voyages)
14	Suriname**	48,1 (minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a.)	11,43 (transport)
15	Macao, Chine**	51,7 (voyages)	17,1 (vêtements de dessus de bonneterie non élastiques)
16	Luxembourg	n.d.**	n.d.**
17	Îles Salomon*	26,6 (autres bois bruts ou équarris)	24,9 (poisson frais, réfrigéré, congelé)
18	Qatar	59,8 (pétrole brut)	15,0 (gaz, n.d.)**
19	Djibouti*	n.d.**	n.d.**
20	Bahreïn	n.d.**	n.d.**
21	Chypre	47,5 (voyages)	15,6 (autres services)
22	Guyana**	19,4 (sucre et miel)	17,2 (or, à usage non monétaire, n.d.a.)
23	Fidji	27,2 (voyages)	14,9 (transport)
24	Swaziland	n.d.**	n.d.**
25	Maurice	20,0 (voyages)	13,3 (sucre et miel)
26	Guinée-Bissau*	n.d.**	n.d.**
27	Gabon	n.d.**	n.d.**
28	Trinité-et-Tobago	25,4 (produits pétroliers non raffinés)	9,8 (pétrole brut)
29	Gambie*	37,4 (voyages)	32,2 (légumes, etc., frais, simplement conservés)
30	Estonie	17,4 (transport)	13,4 (voyages)

* Pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

** Aucune donnée relative à la concentration des exportations de produits dans le commerce des produits n'est disponible dans le manuel de la CNUCED (2001).

Source: CNUCED 2001 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 6: Concentration des exportations de produits et services des Membres de l'OMC
(en pourcentage des exportations de biens et de services, moyennes 1998 et 1999)

B. Membres ayant entre 1,5 et 5 millions d'habitants

Rang	Membres	Premier produit ou service	Deuxième produit ou service
31	Botswana	n.d.**	n.d.**
32	Namibie	n.d.**	n.d.**
33	Koweït	40,7 (pétrole brut)	24,5 (produits pétroliers, raffinés)
34	Slovénie	9,4 (voyages)	8,3 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)
35	Lesotho*	n.d.**	n.d.**
36	Lettonie	24,0 (transport)	13,2 (bois, profilés, traverses en bois pour voies ferrées)
37	Oman	67,3 (pétrole brut)	5,0 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)
38	Mongolie	41,8 (minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a.)	13,0 (laine (à l'exclusion des rubans de laine), poils)
39	Jamaïque	36,4 (voyages)	23,9 (minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a.)
40	Mauritanie*	37,9 (minerais de fer et leurs concentrés)	24,7 (poisson frais, réfrigéré et congelé)
41	Panama	20,1 (fruits, frais, séchés)	13,5 (crustacés, frais, congelés)
42	Émirats arabes unis	44,4 (pétrole brut)	7,4 (gaz naturel et gaz manufacturé)
43	Congo, Rép. de	60,0 (pétrole brut)	7,3 (autres services)
44	Uruguay	17,7 (voyages)	10,9 (viande fraîche, réfrigérée et congelée)
45	Albanie	28,4 (voyages)	10,8 (cuir, etc., ouvrages en cuir)
46	Lituanie	11,0 (voyages)	9,4 (produits pétroliers, raffinés)
47	République centrafricaine*	n.d.**	n.d.**
48	Irlande	12,9 (autres services)	11,1 (appareils pour le traitement automatique de l'information)
49	Costa Rica	21,5 (accessoires pour machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information)	12,9 (voyages)
50	Nouvelle-Zélande	12,3 (voyages)	9,7 (viande fraîche, réfrigérée, congelée)
51	Singapour	15,9 (transistors, valves, etc.)	15,0 (appareils pour le traitement automatique de l'information)
52	Moldova	24,5 (boissons alcooliques)	9,8 (transport)
53	Croatie	31,3 (voyages)	8,9 (navires, bateaux, etc.)
54	Norvège	25,8 (pétrole brut)	14,7 (transport)
55	Togo*	29,6 (engrais, bruts)	28,3 (coton)
56	Jordanie	23,1 (voyages)	17,4 (autres services)
57	République kirghize	21,2 (transactions spéciales)	10,5 (tabacs, bruts ou non fabriqués, déchets de tabac)

* Pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

** Aucune donnée relative à la concentration des exportations de produits dans le commerce des produits n'est disponible dans le manuel de la CNUCED (2001).

Source: CNUCED 2001 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 6: Concentration des exportations de produits et services des Membres de l'OMC
(en pourcentage des exportations de biens et de services, moyennes 1998 et 1999)
C. Membres ayant entre 5,1 et 10 millions d'habitants

Rang	Membres	Premier produit ou service	Deuxième produit ou service
58	Géorgie	25,2 (voyages)	20,4 (transport)
59	Sierra Leone*	n.d.**	n.d.**
60	Nicaragua	20,6 (café et succédanés du café)	14,0 (voyages)
61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	30,6 (minerais de métaux précieux, déchets, n.d.a.)	16,7 (autres huiles végétales fixes)
62	Finlande	17,2 (papiers et cartons)	13,6 (équipement de télécommunication, pièces détachées et accessoires)
63	Danemark	11,7 (transport)	7,8 (autres services)
64	République slovaque	11,7 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, etc., autobus)	6,9 (autres services)
65	Paraguay	36,2 (graines servant à l'extraction d'huiles fixes douces)	11,5 (autres services)
66	Israël	20,4 (perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires)	13,5 (autres services)
67	Bénin*	n.d.**	n.d.**
68	El Salvador	19,1 (café et succédanés du café)	6,9 (voyages)
69	Honduras	32,9 (café et succédanés du café)	10,8 (fruits, frais, séchés)
70	Hong Kong, Chine	12,0 (vêtements de dessus de bonneterie, non élastiques)	9,2 (vêtements de dessus pour femmes, autres que de bonneterie)
71	Burundi*	77,5 (café et succédanés du café)	6,67 (thé et maté)
72	Suisse	11,5 (autres services)	10,5 (produits médicaux et pharmaceutiques)
73	Guinée*	n.d.**	n.d.**
74	Tchad*	n.d.**	n.d.**
75	Haïti*	23,3 (voyages)	16,2 (vêtements de dessus pour femmes, autres qu'en bonneterie)
76	Autriche	15,4 (autres services)	11,9 (voyages)
77	Bulgarie	16,2 (voyages)	8,3 (transport)
78	Bolivie	12,9 (aéronefs, etc.)	10,4 (minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a.)
79	République dominicaine	53,1 (transactions spéciales)	30,3 (voyages)
80	Rwanda*	n.d.**	n.d.**
81	Suède	10,9 (équipement de télécommunication, pièces détachées et accessoires)	9,4 (autres services)
82	Sénégal	14,6 (produits chimiques inorganiques: éléments, oxydes, etc.)	12,8 (voyages)
83	Tunisie	20,5 (voyages)	12,7 (vêtements de dessus pour hommes, autres qu'en bonneterie)

* Pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

** Aucune donnée relative à la concentration des exportations de produits dans le commerce des produits n'est disponible dans le manuel de la CNUCED (2001).

Source: CNUCED 2001 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 6: Concentration des exportations de produits et services des Membres de l'OMC

(en pourcentage des exportations de biens et de services, moyennes 1998 et 1999)

D. Membres ayant entre 10,1 et 25 millions d'habitants

Rang	Membres	Premier produit ou service	Deuxième produit ou service
84	Portugal	15,7 (voyages)	7,8 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)
85	Hongrie	12,8 (voyages)	8,7 (moteurs à explosion ou à combustion interne, à pistons)
86	Zambie*	n.d.**	n.d.**
87	Belgique	n.d.**	n.d.**
88	République tchèque	10,2 (voyages)	6,7 (autres services)
89	Malawi*	58,6 (tabacs bruts et fabriqués, déchets de tabac)	8,6 (thé et maté)
90	Grèce	30,9 (voyages)	23,8 (autres services)
91	Niger*	51,3 (minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés)	11,2 (légumes, etc., frais, simplement conservés)
92	Mali*	75,7 (coton)	4,8 (or, à usage non monétaire, n.d.a.)
93	Cuba	n.d.**	n.d.**
94	Burkina Faso*	51,8 (coton)	9,1 (voyages)
95	Guatemala	18,7 (café et succédanés du café)	9,8 (voyages)
96	Zimbabwe	22,9 (tabacs bruts, déchets de tabac)	11,8 (voyages)
97	Équateur	21,3 (pétrole brut)	20,8 (fruits, frais, séchés)
98	Angola*	n.d.**	n.d.**
99	Cameroun	27,1 (pétrole brut)	9,8 (autres bois bruts, équarris)
100	Chili	22,0 (cuivre)	9,2 (minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a.)
101	Madagascar*	14,7 (autres services)	11,5 (voyages)
102	Pays-Bas	9,6 (autres services)	8,5 (transport)
103	Côte d'Ivoire	33,3 (cacao)	10,9 (produits pétroliers, raffinés)
104	Mozambique*	n.d.**	n.d.**
105	Australie	10,6 (voyages)	8,5 (houille, lignite et tourbe)
106	Ghana	32,3 (cacao)	11,8 (voyages)
107	Sri Lanka	14,9 (vêtements de dessus pour femmes, autres qu'en bonneterie)	11,5 (thé et maté)
108	Ouganda*	41,8 (café et succédanés du café)	21,4 (voyages)
109	Taipei chinois	n.d.**	n.d.**
110	Roumanie	7,9 (vêtements de dessus pour femmes, autres qu'en bonneterie)	6,4 (vêtements de dessus pour hommes, autres qu'en bonneterie)
111	Malaisie	17,2 (transistors, valves, etc.)	9,3 (accessoires pour machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information)
112	Venezuela, RB	60,8 (pétrole brut)	10,4 (produits pétroliers, raffinés)

* Pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

** Aucune donnée relative à la concentration des exportations de produits dans le commerce des produits n'est disponible dans le manuel de la CNUCED (2001).

Source: CNUCED 2001 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 6: Concentration des exportations de produits et services des Membres de l'OMC

(en pourcentage des exportations de biens et de services, moyennes 1998 et 1999)

E. Membres ayant plus de 25,1 millions d'habitants

Rang	Membres	Premier produit ou service	Deuxième produit ou service
113	Pérou	14,6 (or, à usage non monétaire, n.d.a.)	11,6 (voyages)
114	Maroc	18,4 (voyages)	8,3 (vêtements de dessus pour femmes, autres qu'en bonneterie)
115	Kenya	20,9 (thé et maté)	13,3 (transport)
116	Canada	12,2 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)	6,5 (autres services)
117	Tanzanie*	37,7 (voyages)	8,4 (fruits, frais, séchés)
118	Argentine	10,2 (voyages)	8,4 (huiles végétales fixes)
119	Pologne	9,1 (voyages)	7,8 (autres services)
120	Espagne	19,0 (voyages)	10,1 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)
121	Colombie	20,9 (pétrole brut)	13,3 (café et succédanés du café)
122	Afrique du Sud	7,9 (voyages)	7,6 (perles fines ou de culture, pierres gemmes et similaires)
123	Corée, Rép. de	12,6 (transistors, valves, etc.)	6,6 (transport)
124	Myanmar*	18,0 (autres services)	11,7 (autres bois bruts ou équarris)
125	Congo, Rép. dém.*	n.d.**	n.d.**
126	Italie	9,7 (voyages)	7,6 (autres services)
127	France	8,4 (autres services)	7,9 (voyages)
128	Royaume-Uni	17,5 (autres services)	6,1 (voyages)
129	Thaïlande	9,6 (voyages)	8,5 (accessoires pour machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information)
130	Égypte, Rép. arabe d'	23,9 (voyages)	20,7 (autres services)
131	Turquie	20,6 (autres services)	12,3 (voyages)
132	Philippines	23,3 (transactions spéciales)	22,0 (transistors, valves, etc.)
133	Allemagne	9,8 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)	6,9 (autres services)
134	Mexique	8,4 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)	5,5 (voyages)
135	Japon	11,3 (véhicules automobiles pour le transport de passagers, à l'exception des autobus)	7,9 (autres services)
136	Nigéria	90,6 (pétrole brut)	6,6 (autres services)
137	Bangladesh*	22,5 (vêtements de dessus pour hommes, autres qu'en bonneterie)	18,1 (vêtements de dessous, autres qu'en bonneterie)
138	Pakistan	12,1 (tissus de coton)	11,7 (articles textiles, n.d.a.)
139	Brésil	7,1 (autres services)	5,3 (minerais de fer et leurs concentrés)
140	Indonésie	8,2 (transactions spéciales)	7,8 (voyages)
141	États-Unis	12,0 (autres services)	9,4 (voyages)
142	Inde	16,0 (autres services)	12,3 (perles fines ou de culture, pierres gemmes et similaires)
143	Chine	6,2 (voyages)	4,4 (autres services)

* Pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

** Aucune donnée relative à la concentration des exportations de produits dans le commerce des produits n'est disponible dans le manuel de la CNUCED (2001).

Source: CNUCED 2001 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 7: Volatilité du PIB, taux de croissance moyen du PIB et PIB par habitant
A. Membres dont la population est inférieure à 1,5 million d'habitants

Rang	Membres	Volatilité du PIB	Taux de croissance moyen du PIB par habitant, en %	PIB par habitant, en dollars
1	Liechtenstein	n.d.	n.d.	38 000
2	Saint-Kitts-et-Nevis	4,12	5,18	12 510
3	Antigua-et-Barbuda	3,64	4,42	10 541
4	Dominique	n.d.	n.d.	3 671
5	Grenade	3,14	3,96	7 580
6	Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,36	3,69	5 555
7	Sainte-Lucie	8,25	3,60	5 703
8	Belize	4,64	2,74	5 606
9	Barbade	4,09	1,23	15 494
10	Maldives*	3,63	5,99	4 485
11	Islande	3,03	1,79	29 581
12	Brunéi	5,41	-3,04	5 049
13	Malte	1,60	4,11	17 273
14	Suriname	8,14	0,12	3 799
15	Macao, Chine	4,64	2,30	18 190
16	Luxembourg	2,91	4,04	50 061
17	Îles Salomon*	6,86	0,27	1 648
18	Qatar	n.d.	n.d.	21 590
19	Djibouti*	3,02	-4,61	812
20	Bahreïn	5,99	-0,10	14 548
21	Chypre	2,58	4,16	20 824
22	Guyana	5,52	0,88	3 963
23	Fidji	5,57	0,12	4 668
24	Swaziland	5,74	2,00	4 492
25	Maurice	4,06	3,86	10 017
26	Guinée-Bissau*	9,43	0,36	755
27	Gabon	6,15	-0,60	6 237
28	Trinité-et-Tobago	4,34	0,80	8 964
29	Gambie*	2,69	0,10	1 649
30	Estonie	7,00	0,73	10 066

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

La volatilité du PIB est calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance moyens par habitant de la période 1980-2000.

Le taux de croissance moyen du PIB a été calculé pour la période 1980-2000.

Le PIB par habitant se rapporte à l'année 2000 et est exprimé en PPA (dollars internationaux courants).

Les données concernant le PIB de Qatar et de Djibouti se rapportent à l'année 1998 et sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Les données concernant le PIB du Liechtenstein sont tirées de l'examen des politiques commerciales de la Suisse et du Liechtenstein de 2000.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 7: Volatilité du PIB, taux de croissance moyen du PIB et PIB par habitant
B. Membres ayant entre 1,51 et 5 millions d'habitants

Rang	Membres	Volatilité du PIB	Taux de croissance moyen du PIB par habitant, en %	PIB par habitant, en dollars
31	Botswana	3,00	4,58	7 184
32	Namibie	2,86	-0,09	6 431
33	Koweït	13,72	-2,26	15 799
34	Slovénie	4,92	2,01	17 367
35	Lesotho*	4,17	1,79	2 031
36	Lettonie	9,48	0,33	7 045
37	Oman	5,24	3,20	8 246
38	Mongolie	4,89	0,64	1 783
39	Jamaïque	3,60	0,34	3 639
40	Mauritanie*	2,40	0,16	1 677
41	Panama	4,96	0,98	6 000
42	Émirats arabes unis	8,79	-3,15	16 817
43	Congo, Rép. de	7,69	0,48	728
44	Uruguay	5,17	1,14	9 035
45	Albanie	8,63	0,33	3 506
46	Lituanie	9,82	-0,83	7 106
47	République centrafricaine*	4,70	-1,22	1 172
48	Irlande	3,38	4,71	29 866
49	Costa Rica	3,97	1,09	8 650
50	Nouvelle-Zélande	2,08	1,19	20 070
51	Singapour	3,31	5,02	23 356
52	Moldova	10,62	-3,52	2 109
53	Croatie	10,34	-0,03	8 091
54	Norvège	1,80	2,52	29 918
55	Togo*	6,70	-0,95	1 442
56	Jordanie	6,40	0,29	3 966
57	République kirghize	9,45	-2,08	2 711

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

La volatilité du PIB est calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance moyens par habitant de la période 1980-2000.

Le taux de croissance moyen du PIB a été calculé pour la période 1980-2000.

Le PIB par habitant se rapporte à l'année 2000 et est exprimé en PPA (dollars internationaux courants).

Les données concernant le PIB de l'Oman se rapportent à l'année 1998 et sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Les données concernant le PIB des Émirats arabes unis se rapportent à l'année 1998 et sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 2002.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 7: Volatilité du PIB, taux de croissance moyen du PIB et PIB par habitant
C. Membres ayant entre 5,1 et 10 millions d'habitants

Rang	Membres	Volatilité du PIB	Taux de croissance moyen du PIB par habitant, en %	PIB par habitant, en dollars
58	Géorgie	16,72	-5,07	2 664
59	Sierra Leone*	6,84	-2,85	490
60	Nicaragua	4,16	-1,58	2 366
61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,68	0,20	2 280
62	Finlande	3,18	2,40	24 996
63	Danemark	1,74	1,63	27 627
64	République slovaque	5,52	0,83	11 243
65	Paraguay	3,80	0,10	4 426
66	Israël	1,82	2,08	20 131
67	Bénin*	3,43	0,88	990
68	El Salvador	4,83	-0,11	4 497
69	Honduras	2,60	-0,25	2 453
70	Hong Kong, Chine	4,37	4,22	25 153
71	Burundi*	4,98	-1,02	591
72	Suisse	1,91	1,02	28 769
73	Guinée*	1,46	1,31	1 982
74	Tchad*	8,10	0,92	871
75	Haïti*	4,33	-2,01	1 467
76	Autriche	1,14	1,95	26 765
77	Bulgarie	5,55	0,77	5 710
78	Bolivie	2,91	-0,40	2 424
79	République dominicaine	3,64	2,35	6 033
80	Rwanda*	12,25	-0,28	943
81	Suède	1,97	1,63	24 277
82	Sénégal	4,09	0,25	1 510
83	Tunisie	2,81	2,22	6 363

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

La volatilité du PIB est calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance moyens par habitant de la période 1980-2000.

Le taux de croissance moyen du PIB a été calculé pour la période 1980-2000.

Le PIB par habitant se rapporte à l'année 2000 et est exprimé en PPA (dollars internationaux courants).

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 7: Volatilité du PIB, taux de croissance moyen du PIB et PIB par habitant
D. Membres ayant entre 10,1 et 25 millions d'habitants

Rang	Membres	Volatilité du PIB	Taux de croissance moyen du PIB par habitant, en %	PIB par habitant, en dollars
84	Portugal	2,39	2,85	17 290
85	Hongrie	3,86	1,28	12 416
86	Zambie*	3,76	-1,82	780
87	Belgique	1,53	2,00	27 178
88	République tchèque	4,66	0,18	13 991
89	Malawi*	5,82	0,26	615
90	Grèce	2,21	0,98	16 501
91	Niger*	5,47	-2,34	746
92	Mali*	4,49	-0,50	797
93	Cuba	n.d.	3,89	2 154
94	Burkina Faso*	3,63	1,58	976
95	Guatemala	2,38	-0,03	3 821
96	Zimbabwe	5,34	0,69	2 635
97	Équateur	3,71	-0,23	3 203
98	Angola*	7,25	-1,31	2 187
99	Cameroun	5,93	-0,40	1 703
100	Chili	4,99	3,81	9 417
101	Madagascar*	3,25	-1,61	840
102	Pays-Bas	1,48	1,83	25 657
103	Côte d'Ivoire	4,19	-2,25	1 630
104	Mozambique*	7,71	1,18	854
105	Australie	2,09	2,04	25 693
106	Ghana	3,59	0,21	1 964
107	Sri Lanka	1,36	3,32	3 530
108	Ouganda*	3,19	2,23	1 208
109	Taipei chinois	n.d.	n.d.	n.d.
110	Roumanie	5,25	-0,71	6 423
111	Malaisie	4,18	3,89	9 068
112	Venezuela, RB	4,71	-1,15	5 794

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

La volatilité du PIB est calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance moyens par habitant de la période 1980-2000.

Le taux de croissance moyen du PIB a été calculé pour la période 1980-2000.

Le PIB par habitant se rapporte à l'année 2000 et est exprimé en PPA (dollars internationaux courants).

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.

Tableau 7: Volatilité du PIB, taux de croissance moyen du PIB et PIB par habitant
E. Membres ayant plus de 25 millions d'habitants

Rang	Membres	Volatilité du PIB	Taux de croissance moyen du PIB par habitant, en %	PIB par habitant, en dollars
113	Pérou	6,60	-0,149	4 799
114	Maroc	5,32	1,187	3 546
115	Kenya	1,97	-0,056	1 022
116	Canada	2,38	1,556	27 840
117	Tanzanie*	1,86	0,449	523
118	Argentine	5,97	0,381	12 377
119	Pologne	4,08	3,589	9 051
120	Espagne	1,84	2,416	19 472
121	Colombie	2,18	1,084	6 248
122	Afrique du Sud	3,46	-0,339	9 401
123	Corée, Rép. de	4,31	5,814	17 380
124	Myanmar*	5,00	2,183	7 298
125	Congo, Rép. dém.*	5,18	-4,578	724
126	Italie	1,20	1,885	23 626
127	France	1,14	1,646	24 223
128	Royaume-Uni	2,01	1,948	23 509
129	Thaïlande	4,84	4,737	6 402
130	Égypte, Rép. arabe d'	2,06	2,852	3 635
131	Turquie	4,19	2,199	6 974
132	Philippines	3,76	0,162	3 971
133	Allemagne	1,25	1,647	25 103
134	Mexique	3,97	1,106	9 023
135	Japon	1,78	2,327	26 755
136	Nigéria	5,18	-0,833	896
137	Bangladesh*	1,78	2,400	1 602
138	Pakistan	2,05	2,689	1 928
139	Brésil	3,79	0,773	7 625
140	Indonésie	4,80	3,721	3 043
141	États-Unis	2,00	1,986	34 142
142	Inde	1,96	3,658	2 358
143	Chine	3,12	8,154	3 976

* Se rapporte aux pays les moins avancés tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

La volatilité du PIB est calculée sur la base de l'écart type des taux de croissance moyens par habitant de la période 1980-2000.

Le taux de croissance moyen du PIB a été calculé pour la période 1980-2000.

Le PIB par habitant se rapporte à l'année 2000 et est exprimé en PPA (dollars internationaux courants).

Les données concernant le PIB de Myanmar sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 1995.

Les données concernant le PIB de la République démocratique du Congo sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde 1998.

Source: Indicateurs du développement dans le monde 2002 et Secrétariat de l'OMC.